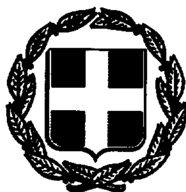




ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου **58**

15 Απριλίου 1994

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παράγραφος 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για τον έλεγχο των διασυνοριακών κινήσεων επικίνδυνων αποβλήτων και της επεξεργασίας τους, με τα παραρτήματά της, που υπογράφηκε στη Βασιλεία στις 22 Μαρτίου 1989, το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION DE BALE SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

PREAMBULE

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes des dommages que les déchets dangereux et d'autres déchets ainsi que les mouvements transfrontières de ces déchets risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement,

Ayant présente à l'esprit la menace croissante que représentent pour la santé humaine et l'environnement la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux et d'autres déchets et leurs mouvements transfrontières,

Ayant également présent à l'esprit le fait que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement des dangers que représentent ces déchets consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel,

Convaincues que les Etats devraient prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris leurs mouvements transfrontières et leur élimination, soit compatible avec la protection de la santé humaine et de l'environnement, quel que soit le lieu où ces déchets sont éliminés,

Notant que les Etats devraient veiller à ce que le producteur s'acquitte des obligations ayant trait au transport et à l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets d'une manière qui soit compatible avec la protection de l'environnement, quel que soit le lieu où ils sont éliminés,

Reconnaissant pleinement que tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets d'origine étrangère sur son territoire,

Reconnaissant également le sentiment croissant favorable à l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination dans d'autres Etats, en particulier dans les pays en développement.

Convaincues que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient, dans toute la mesure où cela est compatible avec une gestion écologiquement rationnelle et efficace, être éliminés dans l'Etat où ils ont été produits,

Conscientes également que les mouvements transfrontières de ces déchets de l'Etat de leur production vers tout autre Etat ne devraient être autorisés que lorsqu'ils sont réalisés dans des conditions ne présentant aucun danger pour la santé humaine et l'environnement et conformes aux dispositions de la présente Convention,

Considérant que le contrôle accru des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets encouragera une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et une réduction du volume des mouvements transfrontières correspondants,

Convaincues que les Etats devraient prendre des mesures pour assurer un échange approprié d'informations et un contrôle effectif des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets en provenance et à destination de ces Etats,

Notant qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux ont porté sur la question de la protection et de la préservation de l'environnement lorsqu'il y a transit de marchandises dangereuses.

Tenant compte de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972), des Lignes directrices et Principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987, des recommandations du Comité d'experts des Nations Unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales,

Conscientes de l'esprit, des principes, des buts et des fonctions de la Charte mondiale de la nature adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-septième session (1982) en tant que règle d'éthique concernant la protection de l'environnement humain et la conservation des ressources naturelles,

Affirmant que les Etats sont tenus de s'acquitter de leurs obligations internationales concernant la protection de la santé humaine ainsi que la protection et la sauvegarde de l'environnement et sont responsables à cet égard conformément au droit international,

Reconnaissant que, dans le cas d'une violation substantielle des dispositions de la présent Convention ou de tout protocole y relatif, les dispositions pertinentes du droit international des traités s'appliqueront,

Conscientes que la nécessité de continuer à mettre au point et à appliquer des techniques peu polluantes et écologiquement rationnelles, des mesures de recyclage et des systèmes appropriés de maintenance et de gestion en vue de réduire au minimum la production de déchets dangereux et d'autres déchets,

Conscientes également du fait que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par la nécessité de contrôler rigoureusement les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et par la nécessité de réduire dans la mesure du possible ces mouvements au minimum,

Préoccupées par le problème du trafic transfrontière illicite de déchets dangereux, et d'autres déchets

Tenant compte aussi de ce que les pays en développement n'ont que des capacités limitées de gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de promouvoir le transfert, surtout vers les pays en développement, de techniques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets produits localement, dans l'esprit des Lignes directrices du Caire et de la décision 14/16 du Conseil d'administration du PNUE sur la promotion du transfert des techniques de protection de l'environnement,

Reconnaissant également que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient être transportés conformément aux conventions et recommandations internationales pertinentes,

Convaincues également que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne devraient être autorisés que si le transport et l'élimination finale de ces déchets sont écologiquement rationnels,

Déterminées à protéger par un contrôle strict la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui peuvent résulter de la production et de la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article premier

Champ d'application de la Convention

1. Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:

a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et

b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit.

2. Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et font l'objet de mouvements transfrontières seront considérés comme "d'autres déchets" aux fins de la présente Convention.

3. Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

4. Les déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par "déchets" des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;

2. On entend par "gestion" la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets, y compris la surveillance des sites d'élimination;

3. On entend par "mouvement transfrontière" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;

4. On entend par "élimination" toute opération prévue à l'annexe IV de la présente Convention;

5. On entend par "site ou installation agréé" un site ou une installation où l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets a lieu en vertu d'une autorisation ou d'un permis d'exploitation délivré par une autorité compétente de l'Etat où le site ou l'installation se trouve;

6. On entend par "autorité compétente" l'autorité gouvernementale désignée par une Partie pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi que tous les renseignements qui s'y rapportent et pour prendre position au sujet de cette notification comme le prévoit l'article 6;

7. On entend par "correspondant" l'organisme d'une Partie mentionné à l'article 5 et chargé de recevoir et de communiquer les renseignements prévus aux articles 13 et 15;

8. On entend par "gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d'autres déchets" toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;

9. On entend par "zone relevant de la compétence nationale d'un Etat" toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce conformément au droit international des compétences administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;

10. On entend par "Etat d'exportation" toute Partie d'où est prévu le déclenchement ou où est déclenché un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets;

11. On entend par "Etat d'importation" toute Partie vers laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;

12. On entend par "Etat de transit" tout Etat, autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu;

13. On entend par "Etats concernés" les Parties qui sont Etats d'exportation ou d'importation et les Etats de transit, qu'ils soient ou non Parties;

14. On entend par "personne" toute personne physique ou morale;

15. On entend par "exportateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

16. On entend par "importateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

17. On entend par "transporteur" toute personne qui transporte des déchets dangereux ou d'autres déchets;

18. On entend par "producteur" toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle;

19. On entend par "éliminateur" toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux ou d'autres déchets et qui effectue l'élimination desdits déchets;

20. On entend par "organisation d'intégration politique ou économique" toute organisation constituée d'Etats souverains à laquelle les Etats membres ont donné compétence dans les domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter, approuver ou confirmer formellement la Convention ou à y adhérer;

21. On entend par "trafic illicite" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets tel que précisé dans l'article 9.

Article 3

Définitions nationales des déchets dangereux

1. Chacune des Parties informe le secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenue Partie à la Convention, des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II, qui sont considérés ou définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontière applicables à ces déchets;

2. Chacune des Parties informe par la suite le secrétariat de toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1;

3. Le secrétariat informe immédiatement toutes les Parties des renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2;

4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs les renseignements qui leur sont communiqués par le secrétariat en application du paragraphe 3.

Article 4

Obligations générales

1. a) Les Parties exerçant leur droit d'interdir l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'article 13;

b) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets dans les Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;

c) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets, dans le cas où cet Etat d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets;

2. Chaque Partie prend les dispositions voulues pour:

a) Veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, techniques et économiques;

b) Assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination, qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés;

c) Veiller à ce que les personnes qui s'occupent de la gestion des déchets dangereux ou d'autres déchets à l'intérieur du pays prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de cette gestion et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l'environnement;

d) Veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;

e) Interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets à destination des Etats ou groupes d'Etats appartenant à des organisations d'intégration politique ou économique qui sont Parties, particulièrement les pays en développement, qui ont interdit par leur législation toute importation, ou si elle a des raisons de croire que les déchets en question n'y seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion;

f) Exiger que les renseignements sur les mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux et d'autres déchets soient communiqués aux Etats concernés, conformément à l'annexe V-A, pour qu'ils puissent évaluer les conséquences pour la santé humaine et l'environnement des mouvements envisagés;

g) Empêcher les importations de déchets dangereux et d'autres déchets si elle a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles;

h) Coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l'intermédiaire du secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, afin d'améliorer la gestion écologiquement rationnelle desdits déchets et d'empêcher le trafic illicite;

3. Les Parties considèrent que le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets constitue une infraction pénale.

4. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre et faire respecter les dispositions de la présente Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention.

5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un Etat non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un Etat non Partie.

6. Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère Sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontière.

7. En outre, chaque Partie:

a) Interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter ou d'éliminer des déchets dangereux ou d'autres déchets, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération;

b) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets qui doivent faire l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière;

c) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets soient accompagnés d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination.

8. Chaque Partie exige que les déchets dangereux ou d'autres déchets dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'importation ou ailleurs. A leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente Convention.

9. Les Parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne soient autorisés que:

a) Si l'Etat d'exportation ne dispose pas des moyens techniques et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces; ou

b) Si les déchets en question constituent une matière brute nécessaire pour les industries de recyclage ou de récupération de l'Etat d'importation; ou

c) Si le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente Convention.

10. L'obligation, aux termes de la présente Convention, des Etats producteurs de déchets dangereux et d'autres déchets d'exiger que les déchets soient traités selon des méthodes écologiquement rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'Etat d'importation ou de transit.

11. Rien dans la présente Convention n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente Convention et conformes aux règles du droit international.

12. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte de quelque façon que ce soit à la souveraineté des Etats sur leurs eaux territoriales établie conformément au droit international, ni aux droits souverains et à la juridiction qu'exercent les Etats dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par les navires et les aéronefs de tous les Etats des droits et de la liberté de navigation tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents.

13. Les Parties s'engagent à examiner périodiquement les possibilités de réduire le volume et/ou le potentiel de pollution des déchets dangereux et d'autres déchets qui sont exportés vers d'autres Etats, en particulier vers les pays en développement.

Article 5

Désignation des autorités compétentes et du correspondant

Pour faciliter l'application de la présente Convention, les Parties:

1. Désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans le cas d'un Etat de transit.

2. Informent le Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard, des organes qu'elles ont désignés comme correspondant et autorités compétentes.

3. Informent le Secrétariat de toute modification apportée aux désignations qu'elles ont faites en application du paragraphe 2 ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de la date où la modification a été décidée.

Article 6

Mouvements transfrontières entre Parties

1. L'Etat d'exportation informe par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'Etat d'exportation, l'autorité compétente des Etats concernés de tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse. Ces notifications doivent contenir les déclarations et renseignements spécifiés à l'annexe V-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'Etat d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des Etats concernés.

2. L'Etat d'importation accuse par écrit réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'Etat d'importation est envoyée aux autorités compétentes des Etats concernés qui sont Parties.

3. L'Etat d'exportation n'autorise pas le producteur ou l'exportateur à déclencher le mouvement transfrontière avant d'avoir reçu confirmation écrite que :

a) L'auteur de la notification a reçu le consentement écrit de l'Etat d'importation; et que

b) L'auteur de la notification a reçu de l'Etat d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés.

4. Chaque Etat de transit qui est Partie accuse sans délai réception de la notification à celui qui l'a donnée. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. L'Etat d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontière avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'Etat de transit. Cependant, si, à quelque moment que ce soit, une Partie décide de ne pas demander un accord préalable écrit, en général ou dans des conditions particulières, pour ce qui concerne des mouvements transfrontières de transit de déchets dangereux ou d'autres déchets, ou si elle modifie ses exigences à cet égard, elle informe immédiatement les autres Parties de sa décision conformément aux dispositions de l'article 13. Dans ce dernier cas, si l'Etat d'exportation ne reçoit aucune réponse dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification donnée par l'Etat de transit, l'Etat d'exportation peut permettre que cette exportation se fasse à travers l'Etat de transit.

5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:

a) Par l'Etat d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation s'appliqueront mutatis mutandis à l'exportateur et à l'Etat d'exportation, respectivement;

b) Par l'Etat d'importation ou par les Etats d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'Etat d'exportation s'appliqueront mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation, respectivement;

c) Pour tout Etat de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit Etat.

6. L'Etat d'exportation peut, sous réserve du consentement écrit des Etats concernés, autoriser le producteur ou l'exportateur à utiliser une procédure de notification générale lorsque des déchets dangereux ou d'autres déchets ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'Etat d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des Etats de transit.

7. Les Etats concernés peuvent subordonner leur consentement écrit à l'emploi de la procédure de notification générale visée au paragraphe 6 pour la communication de certains renseignements, tels que la quantité exacte des déchets dangereux ou d'autres déchets, à expédier ou la liste périodique de ces déchets.

8. La notification générale et le consentement écrit visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent porter sur des expéditions multiples de déchets dangereux ou d'autres déchets au cours d'une période maximum de 12 mois.

9. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'Etat d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'Etat d'exportation, l'autorité compétente de cet Etat ou l'exportateur en informe l'Etat d'importation.

10. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Parties concernées ou à l'organisme gouvernemental compétent dans le cas des Etats non Parties.

11. Les Etats d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger comme condition d'entrée que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties.

Article 7

Mouvements transfrontières en provenance d'une Partie à travers le territoire d'Etats qui ne sont pas Parties

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* aux mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs Etats qui ne sont pas Parties.

Article 8

Obligation de réimporter

Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel les Etats concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente Convention, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'Etat d'exportation veille, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours à compter du moment où l'Etat concerné a informé l'Etat d'exportation et le Secrétariat, ou tout autre période convenue par les Etats concernés, à ce que l'exportateur réintroduise ces déchets dans l'Etat d'exportation. A cette fin, l'Etat d'exportation et toute Partie de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

Article 9

Trafic illicite

1. Aux fins de la présente Convention, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets:

a) effectué sans qu'une notification ait été donnée à tous les Etats concernés conformément aux dispositions de la présente Convention; ou

b) effectué sans le consentement que doit donner l'Etat intéressé conformément aux dispositions de la présente Convention; ou

c) effectué avec le consentement des Etats intéressés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou

d) qui n'est pas conforme matériellement aux documents; ou

e) qui entraîne une élimination délibérée (par exemple, déversement) de déchets dangereux ou d'autres déchets, en violation des dispositions de la présente Convention et des principes généraux du droit international.

2. Au cas où un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient:

a) repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire ou, si cela est impossible,

b) éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la présente Convention, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'Etat d'exportation a été informé du trafic illicite ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées ne s'opposent pas au retour de ces déchets dans l'Etat d'exportation ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

3. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou l'éliminateur ou, s'il y a lieu, par lui-même dans un délai de 30 jours à compter du moment où le trafic illicite a retenu l'attention de l'Etat d'importation ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées coopèrent, selon les besoins, pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles.

4. Lorsque la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée ni à l'exportateur ou au producteur, ni à l'importateur ou à l'éliminateur, les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'exportation, dans l'Etat d'importation ou ailleurs, s'il y a lieu.

5. Chaque Partie adopte les lois nationales/internes voulues pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite. Les Parties coopèrent en vue de parvenir aux objectifs énoncés dans le présent article.

Article 10

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent entre elles afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets.

2. A cette fin, les Parties:

a) Communiquent sur demande des renseignements, sur base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant à une bonne gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;

b) Coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement;

c) Coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'autres déchets et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques;

d) Coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande;

e) Coopèrent à la mise au point de directives techniques et/ou de codes de bonne pratique appropriés.

3. Les Parties utiliseront les moyens appropriés pour coopérer afin d'aider les pays en développement à appliquer les dispositions contenues dans les alinéas a), b) et c) du paragraphe 2 de l'article 4.

4. Compte tenu du besoin des pays en développement, la coopération entre les Parties et les organisations internationales compétentes est encouragée, afin de promouvoir, entre autres, la sensibilisation du public, le développement d'une gestion rationnelle de déchets dangereux et d'autres déchets et l'adoption de nouvelles techniques peu polluantes.

Article 11

Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets avec des Parties ou des non Parties à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnnelle des déchets dangereux et d'autres déchets prescrite dans la présente Convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente Convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente Convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conformes à de tels accords à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets tel que prescrit dans la présente Convention.

Article 12

Consultations sur les questions de responsabilité

Les Parties coopèrent en vue d'adopter le plus tôt possible un protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 13

Communication de renseignements

1. Les Parties veillent à ce que, chaque fois qu'ils en ont connaissance, en cas d'accident survenu au cours du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ou de leur élimination susceptible de présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement d'autres Etats, ceux-ci soient immédiatement informés.

2. Les Parties s'informent mutuellement par l'intermédiaire du Secrétariat:

a) Des changements concernant la désignation des autorités compétentes et/ou des correspondants, conformément à l'article 5;

b) Des changements dans la définition nationale des déchets dangereux, conformément à l'article 3;

et, dès que possible,

c) Des décisions prises par elles de ne pas autoriser, en totalité ou en partie, l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets pour élimination dans une zone relevant de leur compétence nationale;

d) Des décisions prises par elles pour limiter ou interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets;

e) De tout autre renseignement demandé conformément au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, transmettent à la Conférence des Parties instituée en application de l'article 15, par l'intermédiaire du Secrétariat, et avant la fin de chaque année civile, un rapport sur l'année civile précédente contenant les renseignements suivants:

a) Les autorités compétentes et les correspondants qui ont été désignés par elles, conformément à l'article 5;

b) Des renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel elles ont participé, et notamment:

i) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets exportée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur destination, le pays éventuel de transit et la méthode d'élimination utilisée comme spécifiée dans leur prise de position;

ii) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets importée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur origine et la méthode d'élimination utilisée;

iii) Les éliminations auxquelles il n'a pas été procédé comme prévu;

iv) Les efforts entrepris pour parvenir à réduire le volume de déchets dangereux ou d'autres déchets faisant l'objet de mouvements transfrontières.

c) Des renseignements sur les mesures adoptées par elles en vue de l'application de la présente Convention;

d) Des renseignements sur les données statistiques pertinentes qu'elles ont compilées touchant les effets de la production, du transport et de l'élimination de déchets dangereux ou d'autres déchets sur la santé humaine et l'environnement;

e) Des renseignements sur les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux conclus en application de l'article 12 de la présente Convention;

f) Des renseignements sur les accidents survenus durant les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets et sur les mesures prises pour y faire face;

g) Des renseignements sur les diverses méthodes d'élimination utilisées dans la zone relevant de leur compétence nationale;

h) Des renseignements sur les mesures prises pour la mise au point de techniques tendant à réduire et/ou à éliminer la production de déchets dangereux et d'autres déchets;

i) Tous autres renseignements sur les questions que la Conférence des Parties peut juger utiles.

4. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, veillent à ce qu'une copie de chaque notification concernant un mouvement transfrontière donné de déchets dangereux ou d'autres déchets et de chaque prise de position y relative soit envoyée au Secrétariat, lorsqu'une Partie dont l'environnement risque d'être affecté par ledit mouvement transfrontière l'a demandé.

Article 14

Questions financières

1. Les Parties conviennent de créer, en fonction des besoins particuliers de différentes régions et sous-régions, des centres régionaux ou sous-régionaux de formation et de transfert de technologie pour la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets et la réduction de leur production. Les Parties décideront de l'institution de mécanismes appropriés de financement de caractère volontaire.

2. Les Parties envisageront la création d'un fonds renouvelable pour aider à titre provisoire à faire face aux situations d'urgence afin de limiter au minimum les dommages entraînés par des accidents découlant du mouvement transfrontière ou de l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 15

Conférence des Parties

1. Il est institué un Conférence des Parties. La première session de la Conférence des Parties sera convoquée par le Directeur exécutif du PNUE un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les sessions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première session.

2. Des sessions extraordinaires de la Conférence des Parties pourront avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrêtera et adoptera par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier qui fixera en particulier la participation financière des Parties au titre de la présente Convention.

4. A leur première réunion, les Parties examineront toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour les aider à s'acquitter de leurs obligations en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin dans le cadre de la présente Convention.

5. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre:

a) encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux et d'autres déchets;

b) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, compte tenu notamment des informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles;

c) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements envisagés à l'article 11;

d) examine et adopte des protocoles en tant que de besoin;

e) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention.

6. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, de même que tout Etat non Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties. Tout autre organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines liés aux déchets dangereux ou d'autres déchets qui a informé le Secrétariat de son

désir de se faire représenter en qualité d'observateur à une session de la Conférence des Parties peut être admis à y prendre part, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

7. Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et par la suite au moins tous les six ans, la Conférence des Parties entreprend une évaluation de son efficacité et, si elle le juge nécessaire, envisage l'adoption d'une interdiction totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes.

Article 16

Secrétariat

1. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

a) Organiser les réunions prévues aux articles 15 et 17 et en assurer le service;

b) Etablir et transmettre des rapports fondés sur les renseignements reçus conformément aux articles 3, 4, 5, 6, 11 et 13 ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des réunions des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 15 et, le cas échéant, sur les renseignements fournis par les organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux compétents;

c) Etablir des rapports sur les activités menées dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

d) Assurer la coordination nécessaire avec les organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

e) Communiquer avec les correspondants et autorités compétentes désignés par les Parties conformément à l'article 5 de la présente Convention;

f) Recueillir des renseignements sur les installations et les sites nationaux agréés disponibles pour l'élimination de leurs déchets dangereux et d'autres déchets et diffuser ces renseignements auprès des Parties.

g) Recevoir les renseignements en provenance des Parties et communiquer à celles-ci des informations sur:

- les sources d'assistance technique et de formation;
- les compétences techniques et scientifiques disponibles;
- les sources de conseils et de services d'expert; et
- les ressources disponibles

pour les aider, sur leur demande, dans des domaines tels que:

- l'administration du système de notification prévue par la présente Convention;
- la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;
- les techniques écologiquement rationnelles se rapportant aux déchets dangereux et d'autres déchets telles que les techniques peu polluantes et sans déchets;
- l'évaluation des moyens et sites d'élimination;
- la surveillance des déchets dangereux et d'autres déchets; et
- les interventions en cas d'urgence;

h) Communiquer aux Parties, sur leur demande, les renseignements sur les consultants ou bureaux d'études ayant les compétences techniques requises en la matière qui pourront les aider à examiner une notification de mouvement transfrontière, à vérifier qu'une expédition de déchets dangereux et d'autres déchets est conforme à la notification pertinente et/ou que les installations proposées pour l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets sont écologiquement rationnelles, lorsqu'elles ont des raison de croire que les déchets en question ne feront pas l'objet d'une gestion écologiquement rationnelle. Tout examen de ce genre ne serait pas à la charge du Secrétariat;

i) Aider les Parties, sur leur demande, à déceler les cas de trafic illicite et à communiquer immédiatement aux Parties concernées tous les renseignements qu'il aura reçus au sujet de trafic illicite ;

j) Coopérer avec les Parties et avec les organisations et institutions internationales intéressées et compétentes pour fournir les experts et le matériel nécessaires à une aide rapide aux Etats en cas d'urgence;

k) S'acquitter des autres fonctions entrant dans le cadre de la présente Convention que la Conférence des Parties peut décider de lui assigner.

2. Les fonctions du Secrétariat seront provisoirement exercées par le PNUE, jusqu'à la fin de la première réunion de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 15.

3. A sa première réunion, la Conférence des Parties désignera le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes existantes qui se sont proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévus par la présente Convention. A cette session, la Conférence des Parties évaluera aussi la façon dont le secrétariat intérimaire se sera acquitté des fonctions qui lui étaient confiées, en particulier aux termes du paragraphe 1 ci-dessus, et elle décidera des structures qui conviennent à l'exercice de ces fonctions.

Article 17

Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés lors des réunions de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou aux Protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente Convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.

4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, à ceci près que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.

5. Les instruments de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le Dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les trois quarts au moins des Parties les ayant acceptés ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré les ayant acceptés, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.

6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 18

Adoption et amendement des annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif font partie intégrante de la Convention ou du protocole considéré et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire des protocoles au sujet de leurs annexes la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou aux protocoles y relatifs sont régies par la procédure suivante:

a) Les annexes à la présente Convention et à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 17;

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire à la présente Convention ou à l'un des protocoles auxquels elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie;

c) A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'envoi de la communication par le Dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou à tout protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des amendements aux annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à tout protocole y relatif. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe nécessite un amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif entre lui-même en vigueur.

Article 19

Vérification

Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant des dispositions de la présente Convention peut en informer le Secrétariat, et dans ce cas elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, la Partie faisant l'objet des allégations. Tous les renseignements pertinents devraient être transmis aux Parties par le Secrétariat.

Article 20

Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente Convention ou de tout protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, ce différend, si les Parties en conviennent ainsi, est soumis à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe VI relative à l'arbitrage. Toutefois, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre en vue de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage, elles ne sont pas relevées de leur responsabilité de continuer à chercher à le résoudre selon les moyens mentionnés au paragraphe 1.

3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout Etat ou toute organisation d'intégration politique ou économique peut déclarer qu'il reconnaît comme étant obligatoire ipso facto et sans accord spécial, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation, la soumission du différend:

a) à la Cour internationale de Justice; et/ou

b) à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans l'annexe VI.

Cette déclaration est notifiée par écrit au Secrétariat qui la communique aux Parties.

Article 21

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à Bâle le 22 mars 1989, au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, à Berne, du 23 mars 1989 au 30 juin 1989, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du ler juillet 1989 au 22 mars 1990.

Article 22

Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations d'intégration politique ou économique. Les instruments de ratification, d'acceptation formelle ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Dans de tels cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention.

3. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire qui en informe les Parties.

Article 23

Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à partir de la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Elles notifient également au Dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 s'appliquent aux organisations d'intégration politique ou économique qui adhèrent à la présente Convention.

Article 24

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix.

2. Les organisations d'intégration politique ou économique disposent, conformément au paragraphe 3 de l'article 22 et au paragraphe 2 de l'article 23 pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou aux protocoles pertinents. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 25

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, de confirmation formelle, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chacun des Etats ou des organisations d'intégration politique ou économique qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat ou ladite organisation d'intégration politique ou économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration politique ou économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 26

Réserves et déclarations

1. Aucune réserve ou dérogation ne pourra être faite à la présente Convention.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'empêche pas un Etat ou une organisation d'intégration politique ou économique, lorsqu'il signe, ratifie, accepte ou approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, de faire des déclarations ou des exposés, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée en vue, entre autres, d'harmoniser ses lois et reglements avec les dispositions de la présente Convention, à condition que ces déclarations ou exposés ne visent pas à annuler ou à modifier les effets juridiques des dispositions de la Convention dans leur application à cet Etat.

Article 27

Dénonciation

1. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification.

Article 28

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire de la présente Convention et de tout protocole y relatif.

Article 29

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe originaux de la présente Convention font également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à ....Bâle...., le ....22 Mars.... mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

Annexe I

CATEGORIES DE DECHETS A CONTROLER

Flux de déchets

Y1	Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques
Y2	Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques
Y3	Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques
Y4	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques
Y5	Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois
Y6	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques
Y7	Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe
Y8	Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu
Y9	Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau
Y10	Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB)
Y11	Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse
Y12	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis
Y13	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs
Y14	Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus
Y15	Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente
Y16	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques
Y17	Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques
Y18	Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels

Déchets ayant comme constituants:

Y19 Métaux carbonyles
Y20 Béryllium, composés du béryllium
Y21 Composés du chrome hexavalent
Y22 Composés du cuivre
Y23 Composés du zinc
Y24 Arsenic, composés de l'arsenic
Y25 Sélénium, composés du sélénium
Y26 Cadmium, composés du cadmium
Y27 Antimoine, composés de l'antimoine
Y28 Tellure, composés du tellure
Y29 Mercure, composés du mercure
Y30 Thallium, composés du thallium
Y31 Plomb, composés du plomb
Y32 Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium
Y33 Cyanures inorganiques
Y34 Solutions acides ou acides sous forme solide
Y35 Solutions basiques ou bases sous forme solide
Y36 Amiante (poussières et fibres)
Y37 Composés organiques du phosphore
Y38 Cyanures organiques
Y39 Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols
Y40 Ethers
Y41 Solvants organiques halogénés
Y42 Solvants organiques, sauf solvants halogénés
Y43 Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés
Y44 Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées
Y45 Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente Annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

Annexe II

CATEGORIES DE DECHETS DEMANDANT UN EXAMEN SPECIAL

Y46 Déchets ménagers collectés
Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

Annexe III

LISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe ONU*	Code	Caractéristiques
1	H1	Matières explosives Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telle qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnement.
3	H3	Matières inflammables Les liquides inflammables sont les liquides, mélanges de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (peintures, vernis, laques, etc., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60,5°C en creuset fermé ou 65,6°C en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeureraient conformes à l'esprit de cette définition.)
4.1	H4.1	Matières solides inflammables Les solides ou déchets solides inflammables sont les matières solides autres que celles classées comme explosives, qui, dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.
4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.

---

* Cette numérotation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nations Unies, New York, 1988).

4.3 H4.3 Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.

5.1 H5.1 Matières comburantes

Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général en cédant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières.

5.2 H5.2 Péroxydes organiques

Matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente -O-O- sont des matières thermiquement instables, qui peuvent subir une décomposition auto-accélérée exothermique.

6.1 H6.1 Matières toxiques (aigües)

Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.

6.2 H6.2 Matières infectieuses

Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.

8 H8 Matières corrosives

Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'elles touchent, ou qui peuvent en cas de fuite endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.

9 H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.

9 H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques)

Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.

9 H12 Matières écotoxiques

Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.

9 H13 Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.

Epreuves

Les dangers que certains types de déchets sont susceptibles de présenter ne sont pas encore bien connus; il n'existe pas d'épreuves d'appréciation quantitative de ces dangers. Des recherches plus approfondies sont nécessaires afin d'élaborer les moyens de caractériser les dangers que ces types de déchets peuvent présenter pour l'homme ou l'environnement. Des épreuves normalisées ont été mises au point pour des substances et matières pures. De nombreux pays membres ont élaboré des tests nationaux que l'on peut appliquer aux matières destinées à être éliminées par les opérations figurant à l'annexe III à la Convention en vue de décider si ces matières présentent une quelconque des caractéristiques énumérées dans la présente Annexe.

Annexe IV

OPERATIONS D'ELIMINATION

A. OPERATIONS NE DEBOUCHANT PAS SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section A récapitule toutes ces opérations d'élimination telles qu'elles sont effectuées en pratique.

D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)
D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
D3 Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles, etc.)
D4 Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer
D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A
D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc.)

D10 Incinération à terre
D11 Incinération en mer
D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc.)
D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de la section A
D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la section A
D15 Stockage préalablement à l'une des opérations de la section A

B. OPERATIONS DEBOUCHANT SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION, DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section B est censée récapituler toutes ces opérations, concernant des matières qui sont considérées ou légalement définies comme déchets dangereux et qui auraient sinon subi l'une des opérations énoncées à la section A.

R1 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
R2 Récupération ou régénération des solvants
R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques
R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
R6 Régénération des acides ou des bases
R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées
R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10
R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11
R13 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à la section B

Annexe V-A

INFORMATIONS A FOURNIR LORS DE LA NOTIFICATION

1. Motif de l'exportation de déchets

2. Exportateur des déchets 1/

3. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/

4. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/

5. Transporteur(s) prévu(s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/

6. Pays d'exportation des déchets
Autorité compétente 2/

7. Pays de transit prévus
Autorité compétente 2/

8. Pays d'importation des déchets
Autorité compétente 2/

9. Notification générale ou notification unique

10. Date(s) prévue(s) du(des) transfert(s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie) 3/

11. Moyen(s) de transport prévu(s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc.)

12. Informations relatives à l'assurance 4/

13. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro Y et numéro ONU, composition de ceux-ci 5/ et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident

14. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes)

15. Quantité estimée en poids/volume 6/

16. Processus dont proviennent les déchets 7/

17. Pour les déchets énumérés à l'Annexe I, classification de l'Annexe II: caractéristique de danger; numéro H; classe de l'ONU

18. Mode d'élimination selon l'Annexe III

19. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations

20. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur.

21. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

Notes

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.

2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur.

3/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer soit les dates prévues de chaque transport, soit, si celles-ci ne sont pas connues, la fréquence prévue des transports.

4/ Informations à fournir sur les dispositions pertinentes relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'en acquittent.

5/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.

6/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer à la fois la quantité totale estimée et les quantités estimées pour chacun des transferts.

7/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

Annexe V-B

INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE DOCUMENT DE MOUVEMENT

1. Exportateur des déchets 1/
2. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
3. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
4. Transporteur(s) des déchets 1/ ou son(ses) agent(s)
5. Sujet à notification générale ou à notification unique
6. Date de début du mouvement transfrontière et date(s) et signature de la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets
7. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit et d'importation ainsi que points d'entrée et de sortie lorsque ceux-ci sont connus
8. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant)
9. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation y compris mesures d'intervention en cas d'accident
10. Type et nombre de colis
11. Quantité en poids/volume
12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations
13. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les Etats concernés qui sont Parties
14. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination

Notes

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de mouvement contiendra des instructions quant à la personne habilitée à fournir les renseignements et à remplir les formulaires.

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.

Annexe VI

ARBITRAGE

Article premier

Sauf dispositions contraires de l'accord prévu à l'article 20 de la Convention, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions des articles 2 à 10 ci-après.

Article 2

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 de l'article 20 de la Convention, en indiquant notamment les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en cause. Le Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention.

Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa residence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête de l'une des deux Parties, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui désigne le Président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation le Président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Les Parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.

4. L'absence ou le défaut d'une Partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 8

A moins que le tribunal d'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont prises en charge à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux Parties.

Article 9

Toute Partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

Article 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.

2. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties au différend.

3. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux Parties au tribunal arbitral qui l'a rendue, ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΕΙΑΣ ΓΙΑ ΤΟΝ ΕΛΕΓΧΟ ΤΩΝ ΔΙΑΣΥΝΟΡΙΑΚΩΝ ΚΙΝΗΣΕΩΝ ΕΠΙΚΙΝΔΥΝΩΝ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΗΣ ΕΠΕΞΕΡΓΑΣΙΑΣ ΤΟΥΣ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Μέρη της παρούσας Σύμβασης:

Συνειδητοποιώντας ότι τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα, καθώς και οι διασυνοριακές κινήσεις αυτών των αποβλήτων, δημιουργούν τον κίνδυνο να προκληθούν βλάβες στην ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον,

Λαμβάνοντας υπόψη την αυξανόμενη απειλή για την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον, που συνιστά η πολυπλοκότητα της σύστασης και η αύξηση της παραγωγής επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και η διασυνοριακή τους κίνηση,

Λαμβάνοντας υπόψη επίσης το γεγονός ότι, ο πιο αποτελεσματικός τρόπος προστασίας της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος από τους κινδύνους που παρουσιάζουν αυτά τα απόβλητα, συνίσταται στη μείωση της παραγωγής τους στο ελάχιστο από άποψη ποσότητας και/ή ενδεχόμενου κινδύνου,

Έχοντας πεισθεί ότι τα Κράτη οφείλουν να λάβουν τα αναγκαία μέτρα, ούτως ώστε η διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, συμπεριλαμβανομένων των διασυνοριακών κινήσεων και της επεξεργασίας τους, να είναι συμβατή με την προστασία της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος, οποιοσδήποτε και αν είναι ο τόπος όπου γίνεται η επεξεργασία αυτών των αποβλήτων.

Επισημαίνοντας ότι τα Κράτη οφείλουν να μεριμνούν, ώστε ο παραγωγός να εκπληρώνει τις υποχρεώσεις του σχετικά με τη μεταφορά και την επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, με τρόπο που να είναι συμβατός με την προστασία του περιβάλλοντος, οποιοσδήποτε κι αν είναι ο τόπος όπου γίνεται η επεξεργασία αυτών των αποβλήτων,

Αναγνωρίζοντας πλήρως ότι κάθε Κράτος έχει το κυριαρχικό δικαίωμα να απαγορεύει την είσοδο ή την επεξεργασία επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων ξένης προέλευσης στην επικράτειά του.

Αναγνωρίζοντας επίσης την αυξανόμενη επιθυμία για την απαγόρευση των διασυνοριακών κινήσεων επικίνδυνων αποβλήτων και της επεξεργασίας τους σε άλλα Κράτη, κυρίως σε αναπτυσσόμενες χώρες,

Έχοντας πεισθεί ότι τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα θα πρέπει να τυγχάνουν επεξεργασίας μέσα στο Κράτος όπου αυτά έχουν παραχθεί, εφόσον αυτό συνάδει με μία οικολογικά ορθολογική και αποτελεσματική διάθεση,

Συνειδητοποιώντας επίσης, ότι οι διασυνοριακές κινήσεις αυτων των αποβλήτων από το Κράτος της παραγωγής τους προς κάθε άλλο Κράτος, δεν θα πρέπει να επιτρέπονται παρά μόνον εφόσον πραγματοποιούνται με όρους που δεν θέτουν σε κίνδυνο την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον και που συνάδουν με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης,

Θεωρώντας ότι ο αυξημένος έλεγχος των διασυνοριακών κινήσεων των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, θα ενθαρρύνει μία οικολογικά ορθολογική διάθεση αυτών των αποβλήτων και μία μείωση του όγκου των εν λόγω διασυνοριακών κινήσεων,

Έχοντας πεισθεί ότι τα Κράτη οφείλουν να λαμβάνουν μέτρα για να διασφαλίζουν την προσήκουσα ανταλλαγή πληροφοριών και τον αποτελεσματικό έλεγχο των διασυνοριακών κινήσεων των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων που προέρχονται και κατευθύνονται από και προς αυτά τα Κράτη,

Επισημαίνοντας ότι ορισμένος αριθμός διεθνών και περιφερειακών συμφωνιών έχει αναφερθεί στο θέμα της προστασίας και της διατήρησης του περιβάλλοντος όταν γίνεται διέλευση επικίνδυνων εμπορευμάτων,

Λαμβάνοντας υπόψη τη Δήλωση της Συνδιάσκεψης των Ηνωμένων Εθνών για το Περιβάλλον (Στοκχόλμη, 1972), τις Κατευθυντήριες Γραμμές και τις Αρχές του Καΐρου σχετικά με την οικολογικά ορθολογική διαχείριση των επικίνδυνων αποβλήτων, που υιοθετήθηκε από το Διοικητικό Συμβούλιο του Προγράμματος των Ηνωμένων Εθνών για το Περιβάλλον (Programme des Nations Unies pour l' environnement PNUE) με την απόφαση 14/30 της 17ης Ιουνίου 1987, τις Συστάσεις της Επιτροπής εμπειρογνωμόνων των Ηνωμένων Εθνών σχετικά με τις μεταφορές επικίνδυνων εμπορευμάτων (που διατυπώθηκαν το 1957 και αναθεωρούνται κάθε δύο χρόνια), τις Συστάσεις, Δηλώσεις, Κατάλληλα Κείμενα και Κανονισμούς που υιοθετήθηκαν στο πλαίσιο του συστήματος των Ηνωμένων Εθνών, καθώς και τις εργασίες και τις μελέτες που πραγματοποιήθηκαν από άλλους διεθνείς και περιφερειακούς οργανισμούς,

Συνειδητοποιώντας το πνεύμα, τις αρχές, τους σκοπούς και τις λειτουργίες της παγκόσμιας Χάρτας για τη Φύση που υιοθετήθηκε από την τριακοστή έβδομη σύνοδο της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών (1982), καθώς και τον κώδικα δεοντολογίας σχετικά με την προστασία του ανθρώπινου περιβάλλοντος και τη διατήρηση των φυσικών πόρων.

Επιβεβαιώνοντας ότι τα Κράτη υποχρεώνονται να τηρούν τις διεθνείς τους υποχρεώσεις σχετικά με την προστασία της ανθρώπινης υγείας, καθώς και την προστασία και διαφύλαξη του περιβάλλοντος και ότι υπέχουν ευθύνη γι' αυτό σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο,

Αναγνωρίζοντας ότι, σε περίπτωση ουσιώδους παραβίασης των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν, θα εφαρμόζονται οι προσήκουσες διατάξεις του διεθνούς δικαίου των συνθηκών,

Έχοντας επίγνωση της ανάγκης να συνεχισθεί η υποστήριξη και εφαρμογή των λιγότερο ρυπαινουσών και οικολογικά ορθολογικών τεχνολογιών, των μέτρων ανακύκλωσης και των κατάλληλων συστημάτων συντήρησης και διάθεσης με σκοπό να μειωθεί στο ελάχιστο η παραγωγή των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων,

Έχοντας επίσης επίγνωση της αυξανόμενης ανησυχίας της διεθνούς κοινότητας σχετικά με την ανάγκη να ελέγχονται αυστηρά οι διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και της ανάγκης να μειωθούν στο μέτρο του δυνατού στο ελάχιστο αυτές οι κινήσεις,

Εκφράζοντας ανησυχία για το πρόβλημα των παράνομων διασυνοριακών διακινήσεων των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων,

Λαμβάνοντας επίσης υπόψη το γεγονός ότι οι αναπτυσσόμενες χώρες έχουν περιορισμένες ικανότητες διάθεσης των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων,

Αναγνωρίζοντας ότι είναι αναγκαία, προπάντων προς τις αναπτυσσόμενες χώρες, η μεταφορά τεχνολογιών

προορισμένων να διασφαλίζουν μία ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων και άλλων αποβλήτων που παράγονται τοπικά, σύμφωνα με το πνεύμα των Κατευθυντήριων Γραμμών του Καΐρου και της Απόφασης 14/16 του Διοικητικού Συμβουλίου του Προγράμματος των Ηνωμένων Εθνών για το Περιβάλλον (UNEP) για την προώθηση της μεταφοράς τεχνολογιών για την προστασία του Περιβάλλοντος,

Αναγνωρίζοντας επίσης ότι τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα θα πρέπει να μεταφέρονται σύμφωνα με τις συναφείς διεθνείς συμβάσεις και συστάσεις,

Έχοντας επίσης πεισθεί ότι οι διασυνοριακές κινήσεις των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων θα πρέπει να επιτρέπονται μόνον εφόσον η μεταφορά και η τελική επεξεργασία αυτών των αποβλήτων είναι οικολογικά ορθολογικές,

Έχοντας αποφασίσει να προστατεύσουν με αυστηρό έλεγχο την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον από τις δυσμενείς επιπτώσεις που μπορούν να προκύψουν από την παραγωγή και τη διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1
Πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, τα παρακάτω απόβλητα που γίνονται αντικείμενο διασυνοριακών κινήσεων, θα θεωρούνται ως επικίνδυνα απόβλητα:

α) Τα απόβλητα που ανήκουν σε μία από τις κατηγορίες που περιγράφονται στο Παράρτημα Ι, εκτός εάν δεν έχουν κανένα από τα χαρακτηριστικά που προσδιορίζονται στο Παράρτημα ΙΙΙ, και

β) Τα απόβλητα στα οποία δεν εφαρμόζονται οι διατάξεις του εδαφίου (α), αλλά καθορίζονται ή θεωρούνται ως επικίνδυνα από την εσωτερική νομοθεσία του Μέρους εξαγωγής, εισαγωγής ή διέλευσης.

2. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, τα απόβλητα που ανήκουν σε μία από τις κατηγορίες που περιγράφονται στο Παράρτημα ΙΙ και γίνονται αντικείμενο διασυνοριακών κινήσεων θα θεωρούνται ως "άλλα απόβλητα".

3. Εξαιρούνται από το πεδίο εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης τα απόβλητα τα οποία εκ του γεγονότος ότι είναι ραδιενεργά υπόκεινται σε άλλα διεθνή συστήματα ελέγχου, συμπεριλαμβανομένων των διεθνών οργάνων, που εφαρμόζονται ειδικά στα ραδιενεργά υλικά.

4. Εξαιρούνται από το πεδίο εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης τα απόβλητα που προέρχονται από την κανονική λειτουργία ενός πλοίου και η απόρριψή τους αποτελεί αντικείμενο ενός άλλου διεθνούς οργάνου.

Άρθρο 2
Ορισμοί

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης:

1. "Απόβλητα" νοούνται ουσίες ή υλικά τα οποία κάποιος επεξεργάζεται, προτίθεται να επεξεργασθεί ή είναι υποχρεωμένος να επεξεργασθεί δυνάμει των διατάξεων του εθνικού δικαίου.

2. "Διάθεση" νοείται η συλλογή, η μεταφορά και επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, συμπεριλαμβανομένης της επιτήρησης των χώρων επεξεργασίας.

3. "Διασυνοριακή κίνηση" νοείται κάθε κίνηση των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων που προέρχεται από μία περιοχή, η οποία τελεί υπό την εθνική δικαιοδοσία ενός Κράτους και προορίζεται σε μία περιοχή η οποία τελεί υπό την εθνική δικαιοδοσία ενός άλλου Κράτους, ή διέρχεται από αυτή την περιοχή, ή σε μία περιοχή η οποία δεν τελεί υπό την εθνική δικαιοδοσία κάποιου Κράτους ή διέρχεται από αυτή την περιοχή, με την προϋπόθεση ότι η κίνηση αναφέρεται τουλάχιστον σε δύο Κράτη.

4. "Επεξεργασία" νοείται κάθε εργασία που προβλέπεται στο παράρτημα IV της παρούσας Σύμβασης.

5. "Εγκεκριμένος χώρος ή εγκατάσταση" νοείται ο χώρος ή η εγκατάσταση, όπου λαμβάνει χώρα η επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, δυνάμει μιας άδειας ή εξουσιοδότησης για εκμετάλλευση που δίδεται από την αρμόδια αρχή του Κράτους όπου βρίσκεται ο χώρος ή η εγκατάσταση.

6. "Αρμόδια αρχή" νοείται η κυβερνητική αρχή που υποδεικνύεται από ένα Μέρος για να λαμβάνει, μέσα στη γεωγραφική περιοχή που το Μέρος μπορεί να προσδιορίζει, την κοινοποίηση μιας διασυνοριακής κίνησης επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, καθώς και όλες τις πληροφορίες που αναφέρονται σε αυτήν και για να απαντά σε αυτή την κοινοποίηση όπως προβλέπεται στο άρθρο 6.

7. "Σημείο αναφοράς" νοείται το όργανο ενός Μέρους που αναφέρεται στο άρθρο 5 και είναι επιφορτισμένο να λαμβάνει και να κοινοποιεί τις πληροφορίες που προβλέπονται στα άρθρα 13 και 15.

8. "Οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων" νοούνται όλα τα πρακτικά μέτρα που διασφαλίζουν ότι η διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων γίνεται με τρόπο που να εγγυάται την προστασία της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος από τις επιβλαβείς επιπτώσεις που μπορεί να έχουν αυτά τα απόβλητα.

9. "Περιοχή που βρίσκεται στην εθνική δικαιοδοσία ενός Κράτους" νοείται κάθε χερσαία ή θαλάσσια περιοχή ή εναέριος χώρος εντός των οποίων ένα Κράτος ασκεί, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο, διοικητικές και κανονιστικές αρμοδιότητες αναφορικά με την προστασία της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος.

10. "Κράτος εξαγωγής" νοείται κάθε Μέρος από το οποίο προβλέπεται η πραγματοποίηση της εκκίνησης ή πραγματοποιείται η εκκίνηση της διασυνοριακής κίνησης επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων

11. "Κράτος εισαγωγής" νοείται κάθε Μέρος προς το οποίο προβλέπεται ή λαμβάνει χώρα η διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων με σκοπό την επεξεργασία σε αυτό ή τη φόρτωση πριν την επεξεργασία σε μία περιοχή που δεν τελεί υπό την εθνική δικαιοδοσία κανενός Κράτους.

12. "Κράτος διέλευσης" νοείται κάθε Κράτος άλλο από το Κράτος εξαγωγής ή εισαγωγής, δια μέσου του οποίου προβλέπεται ή λαμβάνει χώρα η διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων.

13. "Ενδιαφερόμενα Κράτη" νοούνται τα Μέρη που είναι Κράτη εξαγωγής ή εισαγωγής και Κράτη διέλευσης ανεξάρτητα εάν είναι ή όχι Μέρη.

14. "Πρόσωπο" νοείται κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο.

15. "Εξαγωγέας" νοείται κάθε πρόσωπο που βρίσκεται στη δικαιοδοσία του Κράτους εξαγωγής και προβαίνει

στην εξαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων.

16. "Εισαγωγέας" νοείται κάθε πρόσωπο που βρίσκεται στη δικαιοδοσία του Κράτους εισαγωγής και προβαίνει στην εισαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων.

17. "Μεταφορέας" νοείται κάθε πρόσωπο που μεταφέρει επικίνδυνα απόβλητα ή άλλα απόβλητα.

18. "Παραγωγός" νοείται κάθε πρόσωπο από τη δραστηριότητα του οποίου παράγονται επικίνδυνα απόβλητα ή άλλα απόβλητα ή, εάν αυτό το πρόσωπο είναι άγνωστο, το πρόσωπο που έχει στη διάθεσή του ή ελέγχει αυτά τα απόβλητα.

19. "Επεξεργαζόμενος" νοείται κάθε πρόσωπο προς το οποίο αποστέλλονται τα επικίνδυνα απόβλητα ή άλλα απόβλητα και το οποίο διενεργεί την επεξεργασία των εν λόγω αποβλήτων.

20. "Οργανισμός Πολιτικής ή Οικονομικής Ολοκλήρωσης" νοείται κάθε οργανισμός που αποτελείται από κυρίαρχα Κράτη, προς τον οποίο τα Κράτη Μέλη έχουν δώσει αρμοδιότητα για θέματα που διέπονται από την παρούσα Σύμβαση και τον έχουν δεόντως εξουσιοδοτήσει, σύμφωνα με τις εσωτερικές του διαδικασίες, να υπογράφει, επικυρώνει, αποδέχεται, εγκρίνει ή επιβεβαιώνει επίσημα τη Σύμβαση ή να προσχωρεί σε αυτήν.

21. "Παράνομη διακίνηση" νοείται κάθε κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, όπως αυτή προσδιορίζεται στο άρθρο 9.

Άρθρο 3
Εθνικοί ορισμοί των επικίνδυνων αποβλήτων

1. Κάθε Μέρος ενημερώνει τη Γραμματεία της Σύμβασης, μέσα σε προθεσμία έξι (6) μηνών αφότου έγινε Μέρος στη Σύμβαση, για τα απόβλητα εκτός από εκείνα που περιγράφονται στα Παραρτήματα I και II, τα οποία θεωρούνται ή προσδιορίζονται ως επικίνδυνα σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία, καθώς και για κάθε άλλη διάταξη που αναφέρεται στις διαδικασίες της διασυνοριακής κίνησης που εφαρμόζονται για τα απόβλητα αυτά.

2. Κάθε Μέρος ενημερώνει ακολούθως τη Γραμματεία για κάθε σημαντική τροποποίηση στις πληροφορίες που έχει κοινοποιήσει σύμφωνα με την παράγραφο 1.

3. Η Γραμματεία ενημερώνει άμεσα όλα τα Μέρη για τις πληροφορίες που έχει λάβει σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2.

4. Τα Μέρη έχουν υποχρέωση να θέτουν στη διάθεση των εξαγωγέων τους τις πληροφορίες που τους έχει κοινοποιήσει η Γραμματεία σύμφωνα με την παράγραφο 3.

Άρθρο 4
Γενικές υποχρεώσεις

1. α) Τα Μέρη, που ασκούν το δικαίωμά τους να απαγορεύουν την εισαγωγή επικίνδυνων ή άλλων αποβλήτων για επεξεργασία, ενημερώνουν γι' αυτό τα άλλα Μέρη σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 13.

β) Τα Μέρη απαγορεύουν ή δεν επιτρέπουν την εξαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων σε Μέρη που έχουν απαγορεύσει την εισαγωγή τέτοιων αποβλήτων, εφόσον αυτή η απαγόρευση έχει γνωστοποιηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του παραπάνω εδαφίου (α).

γ) Τα Μέρη απαγορεύουν ή δεν επιτρέπουν την εξαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, εάν το Κράτος εισαγωγής, σε περίπτωση που δεν έχει απαγορεύσει την εισαγωγή αυτών των αποβλήτων, δεν παρέχει εγγράφως τη συγκατάθεσή του για την εισαγωγή αυτών των αποβλήτων.

2. Κάθε Μέρος προβαίνει σε ανάλογες ρυθμίσεις ώστε:

α) Να επιδιώκει τη μείωση στο ελάχιστο της παραγωγής επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων στο εσωτερικό της Χώρας, λαμβάνοντας υπόψη τα κοινωνικά, τεχνολογικά και οικονομικά δεδομένα.

β) Να διασφαλίζει την εγκαθίδρυση κατάλληλων εγκαταστάσεων επεξεργασίας οι οποίες θα πρέπει, στο μέτρο του δυνατού, να βρίσκονται στο εσωτερικό της Χώρας, οποιοσδήποτε κι αν είναι ο χώρος της επεξεργασίας τους, με σκοπό μία οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

γ) Να επιδιώκει τη λήψη των αναγκαίων μέτρων από τα πρόσωπα που ασχολούνται με τη διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων στο εσωτερικό της Χώρας, με σκοπό την πρόληψη της ρύπανσης που προκύπτει από αυτή τη διάθεση και σε περίπτωση που συμβεί τέτοια ρύπανση, τη μείωση στο ελάχιστο των συνεπειών για την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον.

δ) Να επιδιώκει τη μείωση στο ελάχιστο των διασυνοριακών κινήσεων επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, σε συνάρτηση με μία αποτελεσματική και οικολογικά ορθολογική διάθεση των εν λόγω αποβλήτων και την πραγματοποίηση των κινήσεων αυτών με τρόπο ώστε να προστατεύεται η ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον από τις επιβλαβείς επιπτώσεις που θα μπορούσαν να προέλθουν από τις κινήσεις αυτές.

ε) Να απαγορεύει τις εξαγωγές επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων με προορισμό Κράτη ή ομάδες Κρατών που ανήκουν ως Μέρη σε οργανισμούς πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης, ειδικότερα προς αναπτυσσόμενες χώρες, οι οποίες έχουν απαγορεύσει νομοθετικά κάθε εισαγωγή, ή εάν (το Μέρος) έχει λόγους να πιστεύει ότι τα εν λόγω απόβλητα δεν πρόκειται να διατεθούν με οικολογικά ορθολογικές μεθόδους, σύμφωνα με τα κριτήρια που θα καθορίσουν τα Μέρη στην πρώτη τους σύνοδο.

ζ) Να απαιτεί να κοινοποιούνται οι πληροφορίες για τις προβλεπόμενες διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων στα ενδιαφερόμενα Κράτη, σύμφωνα με το Παράρτημα V-A, ώστε να μπορούν να εκτιμούν τις συνέπειες των προβλεπόμενων κινήσεων στην ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον.

η) Να παρεμποδίζει τις εισαγωγές επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, εάν (το Μέρος) έχει λόγους να πιστεύει ότι η διάθεση των εν λόγω αποβλήτων δεν πρόκειται να γίνει σύμφωνα με οικολογικά ορθολογικές μεθόδους.

θ) Να συνεργάζεται με άλλα Μέρη και άλλους ενδιαφερόμενους οργανισμούς, απευθείας και με τη διαμεσολάβηση της γραμματείας, σε δραστηριότητες που να αποβλέπουν κυρίως στη διάδοση των πληροφοριών για τις διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, με σκοπό να βελτιώνεται η οικολογικά ορθολογική διάθεση των εν λόγω αποβλήτων και να παρεμποδίζεται η παράνομη διακίνηση.

3. Τα Μέρη θεωρούν ότι η παράνομη διακίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων συνιστά μία

ποινική παράβαση.

4. Κάθε Μέρος λαμβάνει τα νομοθετικά, διοικητικά και άλλα μέτρα που είναι αναγκαία για την εφαρμογή και την τήρηση των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένων των ανάλογων μέτρων για την πρόληψη και καταστολή κάθε συμπεριφοράς που παραβιάζει τη Σύμβαση.

5. Τα Μέρη δεν επιτρέπουν τις εξαγωγές επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων προς ένα Κράτος μη Μέρος ή τις εισαγωγές τέτοιων αποβλήτων που προέρχονται από ένα Κράτος μη Μέρος.

6. Τα Μέρη συμφωνούν να απαγορεύουν την εξαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων για την επεξεργασία τους σε περιοχή που βρίσκεται στο νότο της εξηκοστής παραλλήλου (60°) του Νότιου ημισφαιρίου, ανεξάρτητα αν αυτά τα απόβλητα γίνονται ή όχι αντικείμενο μιας διασυνοριακής κίνησης.

7. Εξάλλου, κάθε Μέρος:

α) Απαγορεύει σε κάθε πρόσωπο, που βρίσκεται στην εθνική του δικαιοδοσία, να μεταφέρει ή να επεξεργάζεται επικίνδυνα απόβλητα ή άλλα απόβλητα, εκτός εάν το εν λόγω πρόσωπο είναι εξουσιοδοτημένο ή του επιτρέπεται να προβεί σε τέτοιου είδους εργασία.

β) Απαιτεί τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα που προορίζονται για διασυνοριακή κίνηση, να συσκευάζονται, να λαμβάνουν ετικέτα και να μεταφέρονται σύμφωνα με γενικά αποδεκτούς και αναγνωρισμένους διεθνείς κανόνες και προδιαγραφές στον τομέα της συσκευασίας, επικόλλησης ετικετών και μεταφοράς, και να λαμβάνονται δεόντως υπόψη οι σχετικές διεθνώς αναγνωρισμένες πρακτικές.

γ) Απαιτεί τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα να συνοδεύονται από ένα έγγραφο κίνησης, στο οποίο φαίνεται ο τόπος έναρξης της κίνησης μέχρι τον τόπο της επεξεργασίας.

8. Κάθε Μέρος απαιτεί να πραγματοποιείται η διάθεση των προς εξαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, σύμφωνα με οικολογικά ορθολογικές μεθόδους στο Κράτος εισαγωγής ή αλλού. Στην πρώτη τους σύνοδο τα Μέρη θα αποφασίσουν τις τεχνικές προδιαγραφές που αναφέρονται στην παρούσα Σύμβαση για την οικολογικά ορθολογική διάθεση των αποβλήτων.

9. Τα Μέρη παίρνουν τα προσήκοντα μέτρα, ώστε οι διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων να μην επιτρέπονται όταν:

α) το Κράτος εξαγωγής δεν διαθέτει τα τεχνικά μέσα και τις αναγκαίες εγκαταστάσεις ή τους απαιτούμενους χώρους επεξεργασίας για την πραγματοποίηση της επεξεργασίας των εν λόγω αποβλήτων, σύμφωνα με μεθόδους οικολογικά ορθολογικές και αποτελεσματικές, ή

β) τα εν λόγω απόβλητα συνιστούν μία ακατέργαστη ύλη αναγκαία για τις βιομηχανίες ανακύκλωσης ή ανάκτησης στο Κράτος εισαγωγής, ή

γ) η εν λόγω διασυνοριακή κίνηση είναι σύμφωνη με άλλα κριτήρια που θα καθορισθούν από τα Μέρη, με τον όρο ότι αυτά δεν θα έρχονται σε αντίθεση με τους στόχους της παρούσας Σύμβασης.

10. Η υποχρέωση των Κρατών, σύμφωνα με τους όρους της παρούσας Σύμβασης, που παράγουν επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα να απαιτούν η επεξεργασία των αποβλήτων να γίνεται σύμφωνα με μεθόδους οικολογικά ορθολογικές, δεν μπορεί σε καμία περίπτωση να μεταβιβάζεται στο Κράτος εισαγωγής ή διέλευσης.

11. Στην παρούσα Σύμβαση τίποτα δεν θα εμποδίζει ένα Μέρος να επιβάλλει, για την καλύτερη προστασία της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος, συμπληρωματικούς όρους, οι οποίοι να είναι συμβατοί με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης και σύμφωνοι με τους κανόνες του διεθνούς δικαίου.

12. Καμία διάταξη της παρούσας Σύμβασης δεν θα μπορεί με οποιονδήποτε τρόπο να θίγει την κυριαρχία των Κρατών στα χωρικά τους ύδατα που έχει καθιερωθεί, σύμφωνα με το διεθνές δικαιο, ούτε τα κυριαρχικά δικαιώματα και τη δικαιοδοσία που ασκούν τα Κράτη στην αποκλειστική οικονομική τους ζώνη και στην υφαλοκρηπίδα τους, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο, ούτε την άσκηση από τα πλοία και τα αεροσκάφη όλων των Κρατών των δικαιωμάτων και της ελευθερίας της ναυσιπλοΐας, όπως αυτά έχουν θεσπισθεί στο διεθνές δίκαιο και προκύπτουν από τα προσήκοντα διεθνή κείμενα.

13. Τα Μέρη δεσμεύονται να ελέγχουν περιοδικά τις δυνατότητες μείωσης του όγκου και/ή της ενδεχόμενης ρύπανσης των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων που εξάγονται σε άλλα Κράτη, ειδικότερα σε αναπτυσσόμενες χώρες.

Άρθρο 5
Προσδιορισμός των αρμοδίων αρχών
και του σημείου αναφοράς

Για να διευκολύνουν την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, τα Μέρη:

1. Υποδεικνύουν ή προσδορίζουν μια ή περισσότερες αρμόδιες αρχές και ένα σημείο αναφοράς. Μία αρμόδια αρχή υποδεικνύεται για να λαμβάνει τις κοινοποιήσεις στην περίπτωση του Κράτους διέλευσης.

2. Πληροφορούν τη Γραμματεία, μέσα σε προθεσμία τριών (3) μηνών, υπολογιζόμενη από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, σχετικά με τα όργανα που υποδεικνύονται ως σημείο αναφοράς και τις αρμόδιες αρχές.

3. Πληροφορούν τη Γραμματεία για κάθε τροποποίηση που έχει επέλθει στις υποδείξεις που έχουν γίνει σύμφωνα με την ως άνω παράγραφο 2, μέσα σε προθεσμία ενός μηνός υπολογιζόμενη από την ημερομηνία που αποφασίσθηκε η τροποποίηση αυτή.

Άρθρο 6
Διασυνοριακές κινήσεις μεταξύ Μερών

1. Το Κράτος εξαγωγής, μέσω της αρμόδιας αρχής του, πληροφορεί εγγράφως ή απαιτεί από τον παραγωγό ή τον εξαγωγέα να πληροφορήσει εγγράφως την αρμόδια αρχή των ενδιαφερόμενων Κρατών για κάθε προβλεπόμενη διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων. Οι γνωστοποιήσεις αυτές πρέπει να περιέχουν τις δηλώσεις και τις πληροφορίες που προσδιορίζονται στο Παράρτημα V-A και να έχουν συνταχθεί σε μία γλώσσα αποδεκτή για το Κράτος εισαγωγής. Μια μόνο κοινοποίηση αποστέλλεται σε καθένα από τα ενδιαφερόμενα Κράτη.

2. Το Κράτος εισαγωγής αναγγέλλει εγγράφως τη λήψη της κοινοποίησης προς αυτόν που την έστειλε συναινώντας στην κίνηση με ή χωρίς επιφύλαξη, ή αρνούμενο την άδεια της κίνησης ή ζητώντας συμπληρωματικές πληροφορίες. Ένα αντίγραφο της οριστικής απάντησης του Κράτους εισαγωγής αποστέλλεται στις αρμόδιες αρχές των ενδιαφερόμενων Κρατών που είναι Μέρη.

3. Το Κράτος εξαγωγής δεν επιτρέπει στον παραγωγό ή τον εξαγωγέα να αρχίσει τη διασυνοριακή κίνηση πριν να λάβει έγγραφη διαβεβαίωση ότι:

α) ο συντάξας την κοινοποίηση έλαβε την έγγραφη συναίνεση του Κράτους εισαγωγής και ότι

β) ο συντάξας την κοινοποίηση έλαβε από το Κράτος εισαγωγής διαβεβαίωση για την ύπαρξη ενός συμβολαίου μεταξύ του εξαγωγέα και του προβαίνοντα σε επεξεργασία, που να προσδιορίζει την οικολογικά ορθολογική διάθεση των εν λόγω αποβλήτων.

4. Κάθε Κράτος διέλευσης που είναι Μέρος, αναγγέλλει αμέσως τη λήψη της κοινοποίησης προς αυτόν που την έστειλε. Είναι δυνατόν ακολούθως μέσα σε προθεσμία εξήντα (60) ημερών να απαντήσει εγγράφως προς το συντάκτη της κοινοποίησης, συναινώντας στην κίνηση με ή χωρίς επιφύλαξη, ή αρνούμενο σε αυτόν την άδεια να προχωρήσει η κίνηση ή ζητώντας από αυτόν συμπληρωματικές πληροφορίες. Το Κράτος εξαγωγής δεν επιτρέπει την έναρξη της διασυνοριακής κίνησης πριν να λάβει την έγγραφη συναίνεση του Κράτους διέλευσης. Εάν όμως, καθ' οιονδήποτε χρόνο, ένα Μέρος αποφασίσει να μη ζητήσει προηγούμενη έγγραφη συναίνεση, γενικά ή με ειδικούς όρους, για τις διασυνοριακές κινήσεις διέλευσης επικίνδυνων ή άλλων αποβλήτων, ή εάν μεταβάλλει τις απαιτήσεις του σχετικά με αυτές, πληροφορεί άμεσα τα άλλα Μέρη για την απόφασή του, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 13. Στην τελευταία αυτή περίπτωση, εάν το Κράτος εξαγωγής δεν λάβει καμία απάντηση μέσα σε προθεσμία εξήντα (60) ημερών από την παραλαβή της κοινοποίησης από το Κράτος διέλευσης, το Κράτος εξαγωγής μπορεί να επιτρέψει την πραγματοποίηση αυτής της εξαγωγής μέσω του Κράτους διέλευσης.

5. Στην περίπτωση της διασυνοριακής κίνησης αποβλήτων, τα απόβλητα αυτά προσδιορίζονται νομικά ή θεωρούνται ως επικίνδυνα μόνο:

α) Από το Κράτος εξαγωγής, οι διατάξεις της παραγράφου 9 του παρόντος άρθρου που εφαρμόζονται ως προς τον εισαγωγέα ή τον προβαίνοντα σε επεξεργασία ή ως προς το Κράτος εισαγωγής, θα εφαρμόζονται κατ' αναλογία (mutatis mutandis) ως προς τον εξαγωγέα και το Κράτος εξαγωγής, αντίστοιχα.

β) Από το Κράτος εισαγωγής ή τα Κράτη εισαγωγής και διέλευσης που είναι Μέρη, οι διατάξεις των παραγράφων 1, 3, 4 και 6 του παρόντος άρθρου, που εφαρμόζονται ως προς τον εξαγωγέα και το Κράτος εξαγωγής, θα εφαρμόζονται κατ' αναλογία (mutatis mutandis) ως προς τον εισαγωγέα ή τον προβαίνοντα σε επεξεργασία και ως προς το Κράτος εισαγωγής, αντίστοιχα.

γ) Από κάθε Κράτος διέλευσης που είναι Μέρος, οι διατάξεις της παραγράφου 4 θα εφαρμόζονται ως προς το εν λόγω Κράτος.

6. Το Κράτος εξαγωγής, με την επιφύλαξη της έγγραφης συναίνεσης των ενδιαφερόμενων Κρατών, δύναται να επιτρέπει στον παραγωγό ή τον εξαγωγέα να χρησιμοποιεί μία διαδικασία γενικής κοινοποίησης όταν τα επικίνδυνα απόβλητα ή άλλα απόβλητα, που έχουν τα ίδια φυσικά και χημικά χαρακτηριστικά, αποστέλλονται τακτικά στον ίδιο επεξεργαζόμενο μέσω της ίδιας τελωνειακής υπηρεσίας εξόδου του Κράτους εξαγωγής, του ίδιου τελωνειακού σταθμού εισόδου της χώρας εισαγωγής και, σε περίπτωση διέλευσης, μέσω των ίδιων τελωνειακών υπηρεσιών εισόδου και εξόδου του ή των Κρατών διέλευσης.

7. Τα ενδιαφερόμενα Κράτη δύνανται να υποβάλλουν την έγγραφη συναίνεσή τους για χρήση της διαδικασίας της γενικής κοινοποίησης, που προβλέπεται στην παράγραφο 6, με την προϋπόθεση της διαβίβασης ορισμένων πληροφοριών, όπως η ακριβής ποσότητα των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων που αποστέλλονται ή ο περιοδικός κατάλογος αυτών των αποβλήτων.

8. Η γενική κοινοποίηση και η έγγραφη συναίνεση, που προβλέπονται στις παραγράφους 6 και 7, μπορούν να καλύψουν πολλαπλές αποστολές επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων για μία περίοδο όχι μεγαλύτερη των δώδεκα (12) μηνών.

9. Τα Μέρη απαιτούν από κάθε πρόσωπο, που είναι επιφορτισμένο με τη διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, να υπογράφει το έγγραφο της κίνησης κατά την παράδοση ή κατά την παραλαβή των εν λόγω αποβλήτων. Απαιτούν επίσης από αυτόν που θα διενεργεί την επεξεργασία να πληροφορεί τον εξαγωγέα και την αρμόδια αρχή του Κράτους εξαγωγής για την παραλαβή των εν λόγω αποβλήτων και, σε εύθετο χρόνο, για την ολοκλήρωση των εργασιών επεξεργασίας, σύμφωνα με τις ενδεικνυόμενες στην κοινοποίηση μεθόδους. Εάν αυτή η πληροφόρηση δεν έχει ληφθεί από το Κράτος εξαγωγής, η αρμόδια αρχή αυτού του Κράτους ή ο εξαγωγέας ειδοποιεί το Κράτος εισαγωγής.

10. Η κοινοποίηση και η απάντηση που απαιτούνται, σύμφωνα με το παρόν άρθρο, μεταβιβάζονται στην αρμόδια αρχή των ενδιαφερόμενων Μερών ή στο αρμόδιο κυβερνητικό όργανο στην περίπτωση Κρατών μη Μερών.

11. Τα Κράτη εισαγωγής ή διέλευσης, που είναι Μέρη, δύνανται να απαιτήσουν ως προϋπόθεση εισόδου να καλύπτεται κάθε διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων από μια ασφάλεια, μία σύμβαση εγγυοδοσίας ή από άλλες εγγυήσεις.

Άρθρο 7
Διασυνοριακές κινήσεις προερχόμενες από ένα Μέρος μέσω της εδαφικότητας Κρατών που δεν είναι Μέρη

Οι διατάξεις της παραγράφου 1 του άρθρου 6 της Σύμβασης εφαρμόζονται κατ' αναλογία (mutatis mutandis) στις διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων που προέρχονται από ένα Μέρος μέσω ενός ή περισσότερων Κρατών που δεν είναι Μέρη.

Άρθρο 8
Υποχρέωση επανεισαγωγής

Όταν μία διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, για την οποία έχουν συναινέσει τα ενδιαφερόμενα Κράτη, δεν μπορεί, με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης, να ολοκληρωθεί σύμφωνα με τους όρους του συμβολαίου, το Κράτος εξαγωγής, εάν δεν είναι δυνατόν να γίνουν άλλες ρυθμίσεις για την επεξεργασία των αποβλήτων σύμφωνα με μεθόδους οικολογικά ορθολογικές, επιδιώκει ώστε ο εξαγωγέας να επανεισάγει αυτά τα απόβλητα στο Κράτος εξαγωγής μέσα σε προθεσμία ενενήντα (90) ημερών, υπολογιζόμενη από τη στιγμή που το ενδιαφερόμενο Κράτος πληροφόρησε το Κράτος εξα-

γωγής και τη Γραμματεία, ή σε κάθε άλλη χρονική περίοδο για την οποία συμφωνούν τα ενδιαφερόμενα Κράτη. Για το σκοπό αυτόν το Κράτος εξαγωγής και κάθε Μέρος διέλευσης δεν αντιτίθενται στην επανεισαγωγή αυτών των αποβλήτων στο Κράτος εξαγωγής, ούτε την παρενοχλούν ούτε την εμποδίζουν.

Άρθρο 9
Παράνομη διακίνηση

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, θεωρείται ότι αποτελεί παράνομη διακίνηση κάθε διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων:

α) που πραγματοποιείται χωρίς να έχει δοθεί κοινοποίηση σε όλα τα ενδιαφερόμενα Κράτη, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, ή

β) που πραγματοποιείται χωρίς τη συναίνεση, την οποία οφείλει να δώσει το ενδιαφερόμενο Κράτος, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, ή

γ) που πραγματοποιείται με τη συναίνεση των ενδιαφερόμενων Κρατών που έχει ληφθεί με παραποίηση, ψευδή δήλωση ή απάτη, ή

δ) που δεν είναι κατ' ουσία σύμφωνη με τα έγγραφα, ή

ε) που έχει ως αποτέλεσμα την χωρίς δεσμεύσεις επεξεργασία (δηλαδή απόρριψη) των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων, κατά παράβαση των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης και των γενικών αρχών του διεθνούς δικαίου.

2. Σε περίπτωση που μία διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων θεωρείται ως παράνομη κίνηση λόγω της συμπεριφοράς του εξαγωγέα ή του παραγωγού, το Κράτος εξαγωγής επιδιώκει ώστε τα εν λόγω επικίνδυνα απόβλητα:

α) να επανακτώνται από τον εξαγωγέα ή τον παραγωγό ή, εάν είναι εφικτό από αυτό το ίδιο το Κράτος εξαγωγής ή, εάν αυτό είναι αδύνατο,

β) να τυγχάνουν επεξεργασίας με άλλο τρόπο σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, μέσα σε προθεσμία τριάντα (30) ημερών από την ημερομηνία που το Κράτος εξαγωγής πληροφορήθηκε την παράνομη διακίνηση ή σε κάθε άλλη χρονική περίοδο για την οποία μπορούν να συμφωνήσουν τα ενδιαφερόμενα Κράτη. Για το σκοπό αυτόν τα ενδιαφερόμενα Κράτη δεν αντιτίθενται στην επιστροφή αυτών των αποβλήτων στο Κράτος εξαγωγής ούτε την παρενοχλούν ούτε την εμποδίζουν.

3. Όταν μια διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων θεωρείται ως παράνομη διακίνηση, λόγω της συμπεριφοράς του εισαγωγέα ή του προβαίνοντα σε επεξεργασία, το Κράτος εισαγωγής επιδιώκει ώστε η επεξεργασία των εν λόγω επικίνδυνων αποβλήτων να πραγματοποιείται με τρόπο οικολογικά ορθολογικό από τον εισαγωγέα ή τον προβαίνοντα σε επεξεργασία, ή, εάν είναι εφικτό, από αυτό το ίδιο το Κράτος μέσα σε προθεσμία τριάντα (30) ημερών από την ημερομηνία που η παράνομη διακίνηση περιήλθε σε γνώση του Κράτους εισαγωγής ή σε κάθε άλλη προθεσμία για την οποία δύνανται να συμφωνήσουν τα ενδιαφερόμενα Κράτη. Για το σκοπό αυτόν τα ενδιαφερόμενα μέρη συνεργάζονται, εφόσον παρίσταται ανάγκη, για την επεξεργασία των αποβλήτων με οικολογικά ορθολογικές μεθόδους.

4. Όταν η ευθύνη της παράνομης διακίνησης δεν μπορεί να αποδοθεί ούτε στον εξαγωγέα ούτε στον παραγωγό ούτε στον εισαγωγέα ούτε στον προβαίνοντα σε επεξεργασία, τα ενδιαφερόμενα Μέρη ή άλλα Μέρη, κατά περίπτωση, συνεργάζονται για να διασφαλίζουν ότι η επεξεργασία των εν λόγω επικίνδυνων αποβλήτων θα πραγματοποιείται το συντομότερο δυνατόν με οικολογικά ορθολογικές μεθόδους στο Κράτος εξαγωγής, στο Κράτος εισαγωγής ή αλλού, εάν είναι εφικτό.

5. Κάθε Μέρος υιοθετεί την απαιτούμενη εθνική/εσωτερική νομοθεσία προκειμένου να απαγορεύει και να αναστέλλει αυστηρά την παράνομη διακίνηση. Τα Μέρη συνεργάζονται για να επιτύχουν τους στόχους του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 10
Διεθνής συνεργασία

1. Τα Μέρη συνεργάζονται μεταξύ τους, με σκοπό τη βελτίωση και διασφάλιση της οικολογικά ορθολογικής διάθεσης των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

2. Για το σκοπό αυτόν τα Μέρη:

α. Μετά από σχετικό αίτημα, γνωστοποιούν σε διμερή ή πολυμερή βάση πληροφορίες, με σκοπό να ενθαρρύνουν την οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, συμπεριλαμβανομένης της εναρμόνισης τεχνικών κανόνων και πρακτικών, που αποβλέπουν στην ορθή διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

β. Συνεργάζονται για να παρακολουθούν τις επιπτώσεις στην ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον από τη διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων.

γ. Συνεργάζονται, με την επιφύλαξη των διατάξεων της εθνικής τους νομοθεσίας, των κανονισμών και των εθνικών τους πολιτικών, για την προώθηση και την εφαρμογή νέων οικολογικά ορθολογικών τεχνολογιών με σκοπό να εξαλειφθεί, στο μέτρο του δυνατού, η παραγωγή επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και να αναπτυχθούν περισσότερο αποτελεσματικές μέθοδοι για τη διασφάλιση της διάθεσής τους με τρόπο οικολογικά ορθολογικό, μελετώντας κυρίως τις οικονομικές, κοινωνικές και περιβαλλοντικές συνέπειες από την υιοθέτηση αυτών των νέων ή τελειοποιημένων τεχνολογιών.

δ. Συνεργάζονται ενεργά, με την επιφύλαξη των διατάξεων της εθνικής τους νομοθεσίας, των κανονισμών και των εθνικών τους πολιτικών, για τη μεταφορά των τεχνολογιών που αναφέρονται στην οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, καθώς και των συστημάτων οργάνωσης αυτής της διάθεσης.

Συνεργάζονται επίσης για να ευνοήσουν την ανάπτυξη των τεχνικών δυνατοτήτων των Μερών και κυρίως αυτών που είναι δυνατόν να έχουν ανάγκη και να ζητήσουν τεχνική βοήθεια σε αυτόν τον τομέα.

ε. Συνεργάζονται για την προώθηση κατάλληλων τεχνικών κατευθυντήριων οδηγιών και/ή κωδίκων δεοντολογίας.

3. Τα Μέρη χρησιμοποιούν τα κατάλληλα μέσα συνεργασίας για να βοηθήσουν τις αναπτυσσόμενες χώρες στην εφαρμογή των διατάξεων που περιέχονται στα εδάφια (α), (β), και (γ) της παραγράφου 2 του άρθρου 4.

4. Λαμβάνοντας υπόψη την ανάγκη των αναπτυσσόμενων χωρών, ενθαρρύνεται συνεργασία μεταξύ των Μερών και των αρμόδιων διεθνών οργανισμών με σκοπό

την προώθηση, μεταξύ άλλων, της ευαισθητοποίησης του κοινού, την ανάπτυξη ορθολογικής διάθεσης επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και την υιοθέτηση νέων λιγότερο ρυπαινουσών τεχνολογιών.

Άρθρο 11
Διμερείς, πολυμερείς και περιφερειακές συμφωνίες

1. Κατά παρέκκλιση των διατάξεων του άρθρου 4, παράγραφος 5, τα Μέρη δύνανται να συνάπτουν διμερείς, πολυμερείς ή περιφερειακές συμφωνίες ή συνθήκες, που αναφέρονται στις διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων με Μέρη ή μη Μέρη, με την προϋπόθεση ότι τέτοιες συμφωνίες ή συνθήκες δεν αναιρούν την οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων που περιγράφονται στην παρούσα Σύμβαση.

Αυτές οι συμφωνίες ή συνθήκες θα πρέπει να διατυπώνουν διατάξεις, οι οποίες να μην είναι λιγότερο οικολογικά ορθολογικές από αυτές που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση, λαμβάνοντας υπόψη κυρίως τα συμφέροντα των αναπτυσσόμενων χωρών.

2. Τα Μέρη γνωστοποιούν στη Γραμματεία κάθε διμερή, πολυμερή ή περιφερειακή συμφωνία ή συνθήκη, που προβλέπεται στην παράγραφο 1, καθώς και αυτές που έχουν συνάψει πριν από την έναρξη ισχύος της σχετικής με αυτές παρούσας Σύμβασης, με σκοπό να ελέγχονται οι διασυνοριακές κινήσεις των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, που λαμβάνουν χώρα μεταξύ των Μερών σε αυτές τις συμφωνίες. Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης δεν θίγουν τις διασυνοριακές κινήσεις που γίνονται σύμφωνα με αυτές τις συμφωνίες, με την προϋπόθεση ότι αυτές είναι συμβατές με οικολογικά ορθολογική διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, όπως απαιτείται από την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 12
Διαβουλεύσεις σε θέματα ευθύνης

Τα Μέρη συνεργάζονται με σκοπό να υιοθετήσουν το συντομότερο δυνατόν ένα πρωτόκολλο, που να θεσπίζει τις κατάλληλες διαδικασίες σχετικά με την ευθύνη και την αποζημίωση σε περίπτωση ζημιών που προκύπτουν από μια διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

Άρθρο 13
Μετάδοση πληροφοριών

1. Σε περίπτωση που κατά τη διάρκεια της διασυνοριακής κίνησης επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων ή κατά την επεξεργασία τους συμβεί ατύχημα, ικανό να θέσει σε κίνδυνο την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον άλλων Κρατών, τα Μέρη επιδιώκουν ώστε, κάθε φορά που λαμβάνουν γνώση του ατυχήματος αυτού, να ειδοποιούνται αμέσως τα εν λόγω Κράτη.

2. Τα Μέρη πληροφορούνται αμοιβαία με τη μεσολάβηση της Γραμματείας σχετικά με:

α. Τις αλλαγές που αφορούν την υπόδειξη των αρμόδιων αρχών και/ή των σημείων αναφοράς, σύμφωνα με το άρθρο 5.

β. Τις αλλαγές στον εθνικό προσδιορισμό των επικίνδυνων αποβλήτων, σύμφωνα με το άρθρο 3
και το ταχύτερο δυνατόν (σχετικά με):

γ. Τις αποφάσεις που λαμβάνουν με σκοπό να μην επιτρέπουν εν όλω ή εν μέρει την εισαγωγή επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων για επεξεργασία σε περιοχή της εθνικής τους δικαιοδοσίας.

δ. Τις αποφάσεις που λαμβάνουν με σκοπό να περιορίσουν ή να απαγορεύσουν τις εξαγωγές επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων.

ε. Κάθε άλλη πληροφορία που απαιτείται σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου.

3. Τα Μέρη, σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς, διαβιβάζουν, με τη διαμεσολάβηση της Γραμματείας, προς τη Συνδιάσκεψη των Μερών, που έχει συσταθεί κατ' εφαρμογή του άρθρου 15, και πριν το τέλος κάθε ηλερολογιακού έτους, μια έκθεση για το προηγούμενο ημερολογιακό έτος που περιέχει τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Τις αρμόδιες αρχές και τα σημεία αναφοράς που έχουν δηλωθεί από αυτά, σύμφωνα με το άρθρο 5.

β) Πληροφορίες για τις διασυνοριακές κινήσεις επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων στις οποίες έχουν λάβει μέρος και κυρίως:

ι) Την ποσότητα των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων που έχουν εξαχθεί, την κατηγορία στην οποία ανήκουν και τα χαρακτηριστικά τους, τον προορισμό τους, την ενδεχόμενη χώρα διέλευσης και τη χρησιμοποιούμενη μέθοδο επεξεργασίας, όπως προσδιορίζεται στην απάντηση επί της κοινοποίησης.

ιι) Την ποσότητα των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων που έχουν εισαχθεί, την κατηγορία στην οποία ανήκουν και τα χαρακτηριστικά τους, την προέλευσή τους και τη χρησιμοποιούμενη μέθοδο επεξεργασίας.

ιιι) Τις επεξεργασίες στις οποίες δεν προέβησαν όπως είχε προβλεφθεί.

ιv) Τις προσπάθειες που καταβλήθηκαν για να φθάσουν σε μείωση του όγκου των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων που γίνονται αντικείμενο διασυνοριακών κινήσεων.

γ) Πληροφορίες για τα μέτρα που υιοθετήθηκαν από αυτά για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

δ) Πληροφορίες για τα κατάλληλα στατιστικά δεδομένα που συνέλεξαν σχετικά με τις επιπτώσεις στην ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον από την παραγωγή, μεταφορά και επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων.

ε) Πληροφορίες για τις διμερείς, πολυμερείς και περιφερειακές συμφωνίες και συνθήκες, που έχουν συναφθεί κατ' εφαρμογή του άρθρου 12 της παρούσας Σύμβασης.

ζ) Πληροφορίες για τα ατυχήματα που συμβαίνουν κατά τη διάρκεια των διασυνοριακών κινήσεων και της επεξεργασίας επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και για τα μέτρα που έχουν ληφθεί για την αντιμετώπισή τους.

η) Πληροφορίες για τις διάφορες μεθόδους επεξεργασίας που χρησιμοποιούνται στην περιοχή της εθνικής τους δικαιοδοσίας.

θ) Πληροφορίες αναφορικά με μέτρα που έχουν ληφθεί για την ανάπτυξη τεχνολογιών που αποσκοπούν στη μείωση και/ή στην εξάλειψη της παραγωγής επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

ι) Οποιεσδήποτε άλλες πληροφορίες σε ζητήματα τα οποία μπορεί η Σύνοδος των Μερών να θεωρήσει ως χρήσιμα.

4. Τα Μέρη, σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς τους, επιδιώκουν ώστε να αποστέλλεται στη Γραμματεία ένα αντίγραφο κάθε κοινοποίησης που

αναφέρεται σε μία δεδομένη διασυνοριακή κίνηση επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλήτων και κάθε απάντησης που αναφέρεται σε αυτήν, σε περίπτωση που το ζητήσει ένα Μέρος του οποίου το περιβάλλον κινδυνεύει να προσβληθεί από την εν λόγω διασυνοριακή κίνηση.

Άρθρο 14
Οικονομικά θέματα

1. Τα Μέρη συμφωνούν να συστήσουν για την εξυπηρέτηση των ειδικών αναγκών των διαφόρων περιοχών και υποπεριοχών, περιφερειακά και υποπεριφερειακά κέντρα εκπαίδευσης και μεταφοράς τεχνολογίας για τη διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων και τη μείωση της παραγωγής τους. Τα Μέρη θα αποφασίζουν για την καθιέρωση κατάλληλων μηχανισμών χρηματοδότησης εθελοντικού χαρακτήρα.

2. Τα Μέρη θα εξετάσουν τη σύσταση ενός ανανεούμενου ταμείου προκειμένου να παρέχουν προσωρινή βοήθεια για την αντιμετώπιση επειγουσών καταστάσεων, ώστε να περιορίσουν στο ελάχιστο τις ζημιές από ατυχήματα που λαμβάνουν χώρα κατά τη διασυνοριακή κίνηση ή την επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.

Άρθρο 15
Συνδιάσκεψη των Μερών

1. Συγκαλείται Συνδιάσκεψη των Μερών. Η πρώτη σύνοδος της Συνδιάσκεψης των Μερών θα συγκληθεί από τον Εκτελεστικό Διευθυντή του Προγράμματος των Ηνωμένων Εθνών για το περιβάλλον, το αργότερο ένα χρόνο μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης. Εν συνεχεία, οι τακτικές σύνοδοι της Συνδιάσκεψης των Μερών θα λαμβάνουν χώρα σε χρονικά διαστήματα των οποίων η συχνότητα θα προσδιορισθεί από τη Συνδιάσκεψη κατά την πρώτη της Σύνοδο.

2. Έκτακτοι σύνοδοι της Συνδιάσκεψης των Μερών θα μπορούν να λαμβάνουν χώρα σε κάθε άλλη χρονική στιγμή, εάν η Συνδιάσκεψη το κρίνει αναγκαίο ή μετά από έγγραφη αίτηση ενός Μέρους, με την επιφύλαξη ότι η αίτηση αυτή μέσα σε έξι (6) μήνες από την κοινοποίησή της από τη Γραμματεία στα Μέρη, θα υποστηρίζεται τουλάχιστον από το ένα τρίτο των Μερών.

3. Η Συνδιάσκεψη των Μερών θα αποφασίζει και θα υιοθετεί ομόφωνα το δικό της εσωτερικό κανονισμό, καθώς και (τον κανονισμο) κάθε άλλου επικουρικού οργάνου που θα μπορεί να συστήσει, καθώς και τον οικονομικό κανονισμό ο οποίος θα καθορίζει ειδικότερα την οικονομική συμμετοχή των Μερών σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση.

4. Στην πρώτη τους σύνοδο τα Μέρη θα εξετάσουν όλα τα συμπληρωματικά μέτρα που θα είναι αναγκαία για να τα βοηθήσουν να εκπληρώσουν τις υποχρεώσεις τους αναφορικά με την προστασία και τη διαφύλαξη του θαλάσσιου περιβάλλοντος στο πλαίσιο της παρούσας Σύμβασης.

5. Η Συνδιάσκεψη των Μερών ελέγχει ανελλιπώς την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης και επιπλέον:

α) Ενθαρρύνει την εναρμόνιση των αναγκαίων πολιτικών, στρατηγικών και μέτρων για τη μείωση στο ελάχιστο των ζημιών που προκαλούνται από τα επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα στην ανθρώπινη υγεία και στο περιβάλλον.

β) Εξετάζει και υιοθετεί, εφόσον απαιτείται, τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης και των παραρτημάτων της, λαμβάνοντας κυρίως υπόψη τις διαθέσιμες επιστημονικές, τεχνικές,, οικονομικές και οικολογικές πληροφορίες.

γ) Εξετάζει και λαμβάνει κάθε άλλο αναγκαίο μέτρο για την επίτευξη των σκοπών της παρούσας Σύμβασης υπό το φως των διδαγμάτων που αντλούνται από την εφαρμογή της, καθώς επίσης από την εφαρμογή των συνθηκών και συμφωνιών, που προβλέπονται στο άρθρο 11.

δ) Εξετάζει και υιοθετεί πρωτόκολλα εφόσον απαιτείται.

ε) Εγκαθιδρύει επικουρικά όργανα που θεωρούνται αναγκαία για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

6. Ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών και τα ειδικευμένα όργανά του, καθώς και κάθε Κράτος μη Μέρος στην παρούσα Σύμβαση, μπορούν να παρευρίσκονται ως παρατηρητές στις συνόδους της Συνδιάσκεψης των Μερών. Κάθε άλλο όργανο ή οργανισμός εθνικός ή διεθνής, κυβερνητικός ή μη κυβερνητικός, ειδικευμένος σε τομείς σχετικούς με επικίνδυνα απόβλητα και άλλα απόβλητα, που έχει πληροφορήσει τη Γραμματεία για την επιθυμία του να παρευρίσκεται ως παρατηρητής σε σύνοδο της Συνδιάσκεψης των Μερών, μπορεί να γίνει δεκτός να λάβει μέρος σε αυτήν, εκτός εάν τουλάχιστον το ένα τρίτο των παρευρισκόμενων Μερών προβάλλει ένσταση. Η αποδοχή και η συμμετοχή των παρατηρητών υπόκειται στην τήρηση του εσωτερικού κανονισμού που έχει υιοθετηθεί από τη Συνδιάσκεψη των Μερών.

7. Τρία (3) χρόνια μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης και τουλάχιστον κάθε έξι (6) χρόνια μετά, η Συνδιάσκεψη των Μερών προβαίνει σε εκτίμηση της αποτελεσματικότητάς της και, εάν το θεωρεί αναγκαίο, εξετάζει την υιοθέτηση μιας πλήρους ή μερικής απαγόρευσης των διασυνοριακών κινήσεων επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων υπό το φως των πιο πρόσφατων επιστημονικών, περιβαλλοντικών, τεχνικών και οικονομικών πληροφοριών.

Άρθρο 16
Γραμματεία

1. Τα καθήκοντα της Γραμματείας είναι τα ακόλουθα:

α) Η οργάνωση και η εξασφάλιση της εξυπηρέτησης των συνόδων που προβλέπονται στα άρθρα 15 και 17.

β) Η κατάρτιση και η διαβίβαση εκθέσεων που βασίζονται σε πληροφορίες που έχει λάβει σύμφωνα με τα άρθρα 3, 4, 5, 6, 11 και 13, καθώς και σε πληροφορίες που έχουν αποκτηθεί επ ευκαιρία των συνεδριάσεων των επικουρικών οργάνων τα οποία έχουν συσταθεί σύμφωνα με το άρθρο 15 και σε πληροφορίες που σε δεδομένη περίπτωση έχουν παρασχεθεί από αρμόδια διακυβερνητικά ή μη κυβερνητικά όργανα.

γ) Η κατάρτιση εκθέσεων σχετικά με τις δραστηριότητες που απορρέουν από την άσκηση των λειτουργιών που της έχουν ανατεθεί δυνάμει της παρούσας Σύμβασης και η παρουσίασή τους στη Συνδιάσκεψη των Μερών.

δ) Η διασφάλιση του αναγκαίου συντονισμού με τους αρμόδιους διεθνείς οργανισμούς και ιδιαίτερα η σύναψη διοικητικών και συμβατικών διακανονισμών που θα μπορούσαν να της είναι απαραίτητοι για την αποτελεσματική εκπλήρωση των λειτουργιών της.

ε) Η επικοινωνία με τα σημεία αναφοράς και τις αρμόδιες αρχές που έχουν υποδειχθεί από τα Μέρη σύμφωνα με το άρθρο 5 της παρούσας Σύμβασης.

ζ) Η συλλογή πληροφοριών σχετικά με τις εγκαταστάσεις και τους εγκεκριμένους διαθέσιμους χώρους για την επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων τους και άλλων αποβλήτων και η διάδοση αυτών των πληροφοριών στα Μέρη.

η) Η απόκτηση πληροφοριών που προέρχονται από τα Μέρη και η μετάδοση προς αυτά πληροφοριών αναφορικά με:

- τις πηγές τεχνικής βοήθειας και εκπαίδευσης
- τη διάθεσιμη τεχνική και επιστημονική τεχνογνωσία
- τις πηγές συμβουλών και υπηρεσιών εμπειρογνωμόνων και
- τους διαθέσιμους πόρους,

προκειμένου να παρέχει σε αυτά τα Μέρη, μετά από αίτησή τους, βοήθεια σε τομείς, όπως:

- Η διοικητική οργάνωση του συστήματος κοινοποίησης που προβλέπεται στην παρούσα Σύμβαση.
- Η διάθεση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων.
- Οι οικολογικά ορθολογικές τεχνολογίες που αναφέρονται στα επικίνδυνα απόβλητα και τα άλλα απόβλητα, όπως οι λιγότερο ρυπαίνουσες ή οι χωρίς απόβλητα τεχνολογίες.
- Η αξιολόγηση των μέσων και των χώρων επεξεργασίας.
- Η παρακολούθηση των επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων, και
- οι επεμβάσεις σε περίπτωση έκτακτης ανάγκης.

θ) Η μετάδοση στα Μέρη, μετά από αίτησή τους, των πληροφοριών σχετικά με τους συμβούλους ή τα γραφεία μελετών που έχουν τις προσήκουσες για το θέμα τεχνικές υποδομές, οι οποίες θα μπορούν να τα βοηθήσουν στην εξέταση μίας κοινοποίησης διασυνοριακής κίνησης, στην επιβεβαίωση ότι μία αποστολή επικίνδυνων αποβλήτων και άλλων αποβλήτων είναι σύμφωνη με τη σχετική κοινοποίηση και/ή ότι οι προτεινόμενες εγκαταστάσεις για την επεξεργασία των επικίνδυνων αποβλήτων ή άλλων αποβλητων είναι οικολογικά ορθολογικές, όταν (τα Μέρη) έχουν λόγους να πιστεύουν ότι τα εν λόγω απόβλητα δεν θα γίνουν αντικείμενο μιας οικολογικα ορθολογικης διάθεσης. Κάθε τέτοια εξέταση δεν θα επιβαρύνει τη Γραμματεία:

ι) Να βοηθά τα Μέρη, μετά από αίτησή τους, στην αναγνώριση των περιπτώσεων παράνομης κίνησης και στην άμεση μετάδοση προς τα ενδιαφερόμενα Μέρη όλων των πληροφοριών που θα εχει λάβει σχετικά με την παράνομη κίνηση.

ια) Να συνεργάζεται με τα Μέρη και με τους αρμόδιους και ενδιαφερόμενους διεθνείς οργανισμούς και όργανα για να παρέχουν ως άμεση βοήθεια στα Κράτη, σε επείγουσα περίπτωση, τους εμπειρογνώμονες και το αναγκαίο υλικό.

ιβ) Να επιτελεί όλα τα καθήκοντα που προβλέπονται στο πλαίσιο της παρούσας Σύμβασης, τα οποία θα προσδιορίζει με απόφασή της η Συνδιάσκεψη των Μερών.

2. Τα καθήκοντα της Γραμματείας θα ασκούνται προσωρινά από το Πρόγραμμα των Ηνωμένων Εθνών για το Περιβάλλον, μέχρι την ολοκλήρωση της πρώτης συνόδου της Συνδιάσκεψης των Μερών που συνήλθε σύμφωνα με το άρθρο 15.

3. Κατά την πρώτη της σύνοδο, η Συνδιάσκεψη των Μερών θα διορίσει τη Γραμματεία μεταξύ των υφιστάμενων αρμόδιων διεθνών οργανισμών, οι οποίοι έχουν εκφράσει την πρόθεσή τους να επιτελέσουν τις λειτουργίες της Γραμματείας που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση. Στη σύνοδο αυτή, η Συνδιάσκεψη των Μερών θα προβεί σε αξιολόγηση του τρόπου με τον οποίο η προσωρινή Γραμματεία επιτέλεσε τις λειτουργίες που της ανατέθηκαν, συγκεκριμένα στα θέματα της παραπάνω παραγράφου 1, και θα αποφασίσει σχετικά με τη διάρθρωση που αρμόζει για την άσκηση αυτών των λειτουργιών.

Άρθρο 17
Τροποποίηση της Σύμβασης

1. Κάθε Μέρος δύναται να προτείνει τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης και κάθε Μέρος σε ένα Πρωτόκολλο δύναται να προτείνει τροποποιήσεις αυτού του Πρωτόκολλου. Οι τροποποιήσεις αυτές θα λαμβάνουν δεόντως υπόψη, μεταξύ άλλων, τις ανάλογες επιστημονικές και τεχνικές παραμέτρους.

2. Οι τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης εγκρίνονται στις συνόδους της Συνδιάσκεψης των Μερών. Οι τροποποιήσεις σε ένα Πρωτόκολλο υιοθετούνται στις συνόδους των Μερών του εν λόγω Πρωτοκόλλου. Το κείμενο κάθε προτεινόμενης τροποποίησης της παρούσας Σύμβασης ή των Πρωτοκόλλων, εκτός εάν προβλέπεται διαφορετικά στα εν λόγω πρωτόκολλα, κοινοποιείται από τη Γραμματεία στα Μέρη τουλάχιστον έξι (6) μήνες πριν από τη σύνοδο κατά την οποία προτείνεται για υιοθέτηση. Η Γραμματεία κοινοποιεί επίσης τις προτεινόμενες τροποποιήσεις στα Μέρη που υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση για πληροφόρησή τους.

3. Τα Μέρη καταβάλλουν κάθε προσπάθεια προκειμένου να επιτύχουν ομόφωνη απόφαση για κάθε προτεινόμενη τροποποίηση της παρούσας Σύμβασης.

Εάν όλες οι προσπάθειες για την επίτευξη ομόφωνης απόφασης έχουν εξαντληθεί και εάν δεν επιτευχθεί συμφωνία, η τροποποίηση υιοθετείται τελικά με προσφυγή σε ψηφοφορία, από την πλειοψηφία των τριών τετάρτων των Μερών που είναι παρόντα στη σύνοδο και ψηφίζουν και υποβάλλεται από το θεματοφύλακα προς όλα τα Μέρη για επικύρωση, έγκριση, επίσημη βεβαίωση ή αποδοχή.

4. Η περιγραφόμενη στην παραπάνω παράγραφο 3 διαδικασία εφαρμόζεται για την υιοθέτηση τροποποιήσεων στα πρωτόκολλα, εκτός εάν αρκεί η πλειοψηφία των δύο τρίων των Μερών των πρωτοκόλλων, που είναι παρόντα και ψηφίζουν κατά τη Σύνοδο.

5. Τα κείμενα της επικύρωσης, έγκρισης, επίσημης επιβεβαίωσης ή αποδοχής των τροποποιήσεων κατατίθενται στο θεματοφύλακα. Οι τροποποιήσεις που έχουν υιοθετηθεί σύμφωνα με τις παραπάνω παραγράφους 3 και 4 τίθενται σε ισχύ μεταξύ των Μερών που τις αποδέχθηκαν, ενενήντα (90) ημέρες μετά τη λήψη από το θεματοφύλακα των κειμένων της επικύρωσης, έγκρισης, επίσημης επιβεβαίωσης ή αποδοχής, από τα τρία τέταρτα τουλάχιστον των Μερών που αποδέχθηκαν τις τροποποιήσεις ή από τα δύο τρίτα τουλάχιστον των Μερών στο εν λόγω Πρωτόκολλο που τις αποδέχθηκαν, εκτός εάν προβλέπεται διαφορετικά στο εν λόγω Πρωτόκολλο. Οι τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ ως προς κάθε άλλο Μέρος ενενήντα (90) ημέρες μετά την κατάθεση από το εν λόγω Μέρος του κειμένου της επικύρωσης, έγκρισης, επίσημης επιβεβαίωσης ή αποδοχής των τροποποιήσεων.

6. Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου, η έκφραση "Μέρη που είναι παρόντα και ψηφίζουν" νοείται τα

παρόντα Μέρη που έχουν εκφρασθεί με θετική ή αρνητική ψήφο.

Άρθρο 18
Υιοθέτηση και τροποποίηση των παραρτημάτων

1. Τα παραρτήματα της παρούσας Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της Σύμβασης ή του εν λόγω πρωτοκόλλου και εκτός αν ρητά προβλέπεται διαφορετικά, κάθε αναφορά στην παρούσα Σύμβαση ή στα πρωτόκολλά της είναι ταυτόχρονα αναφορά στα παραρτήματα αυτών των κειμένων. Τα εν λόγω παραρτήματα περιορίζονται σε θέματα επιστημονικά, τεχνικά και διοικητικά.

2. Εκτός αν προβλέπεται διαφορετικά στα πρωτόκολλα, ως προς τα παραρτήματά τους, για την πρόταση, υιοθέτηση και την έναρξη ισχύος των συμπληρωματικών παραρτημάτων της παρούσας Σύμβασης ή των πρωτοκόλλων που αναφέρονται σε αυτήν, τηρείται η ακόλουθη διαδικασία:

α) Τα παραρτήματα της παρούσας Σύμβασης και των πρωτοκόλλων της προτείνεται και υιοθετούνται, σύμφωνα με τη διαδικασία που περιγράφεται στις παραγράφους 2, 3 και 4 του άρθρου 17.

β) Κάθε Μέρος που αδυνατεί να αποδεχθεί ένα συμπληρωματικό παράρτημα της παρούσας Σύμβασης ή ενός από τα πρωτόκολλα του οποίου είναι Μέρος, το γνωστοποιεί εγγράφως στο θεματοφύλακα μέσα στους έξι (6) μήνες που ακολουθούν από την ημερομηνία της κοινοποίησης της υιοθέτησης από το θεματοφύλακα. Αυτός πληροφορεί χωρίς προθεσμία όλα τα Μέρη για τη λήψη κάθε γνωστοποίησης. Ένα Μέρος μπορεί οποτεδήποτε να αποδεχθεί ένα παράρτημα στο οποίο είχε προηγουμένως εκφράσει αντιρρήσεις, οπότε αυτό το παράρτημα τίθεται τότε σε ισχύ ως προς αυτό το Μέρος.

γ) Με την εκπνοή μιας προθεσμίας έξι (6) μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία της αποστολής της κοινοποίησης από το θεματοφύλακα, το παράρτημα ισχύει για όλα τα Μέρη της παρούσας Σύμβασης ή κάθε σχετικού πρωτοκόλλου που δεν έχουν προβεί σε κοινοποίηση σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο (β).

3. Η πρόταση, η υιοθέτηση και η έναρξη ισχύος των τροποποιήσεων των παραρτημάτων της παρούσας Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν υποβάλλονται στην ίδια διαδικασία με αυτήν της πρότασης, υιοθέτησης και έναρξης ισχύος των παραρτημάτων της Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν. Τα παραρτήματα και οι τροποποιήσεις που αναφέρονται σ' αυτά λαμβάνουν δεόντως υπόψη μεταξύ των άλλων τις κατάλληλες επιστημονικές και τεχνικές παραμέτρους.

4. Εάν ένα συμπληρωματικό παράρτημα ή μία τροποποίηση σε ένα παράρτημα καθιστά αναγκαία μία τροποποίηση της Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν, το συμπληρωματικό παράρτημα ή το τροποποιημένο παράρτημα δεν τίθεται σε ισχύ παρά εφόσον τίθεται σε ισχύ η τροποποίηση της Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν.

Άρθρο 19
Επαλήθευση

Κάθε Μέρος που έχει λόγους να πιστεύει ότι ένα άλλο Μέρος ενεργεί ή ενήργησε κατά παράβαση των υποχρεώσεών του που απορρέουν από τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, δύναται να πληροφορεί σχετικά τη Γραμματεία, και στην περίπτωση αυτήν πληροφορεί ταυτόχρονα και άμεσα, απευθείας ή με τη μεσολάβηση της Γραμματείας, το Μέρος που γίνεται αντικείμενο των υπαινιγμών. Όλες οι κατάλληλες πληροφορίες θα πρέπει να μεταβιβάζονται από τη Γραμματεία στα Μέρη.

Άρθρο 20
Διευθέτηση των διαφορών

1. Εάν παρουσιασθεί μία διαφορά μεταξύ των Μερών προερχόμενη από την ερμηνεία, την εφαρμογή ή την τήρηση της παρούσας Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν, τα Μέρη επιδιώκουν να την διευθετήσουν με την οδό των διαπραγματεύσεων ή με κάθε άλλο ειρηνικό μέσο της επιλογής τους.

2. Εάν τα διάδικα Μέρη δεν μπορούν να διευθετήσουν τη διαφορά τους με τα μέσα που μνημονεύονται στην προηγούμενη παράγραφο, αυτή η διαφορά υποβάλλεται, εφόσον έτσι συμφωνούν τα Μέρη, στο Διεθνές Δικαστήριο ή σε διαιτησία με τους όρους που καθορίζονται στο παράρτημα VI σχετικά με τη διαιτησία. Εν τούτοις εάν τα Μέρη δεν καταλήγουν σε συμφωνία για την υποβολή της διαφοράς στο Διεθνές Δικαστήριο ή σε διαιτησία, τα Μέρη δεν απαλλάσσονται από την ευθύνη τους να συνεχίζουν να ζητούν την επίλυσή της με τα μέσα που μνημονεύονται στην παράγραφο 1.

3. Κάθε Κράτος ή κάθε οργανισμός πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης κατά το χρόνο που επικυρώνει, αποδέχεται, εγκρίνει ή επιβεβαιώνει επίσημα την παρούσα Σύμβαση ή προσχωρεί σε αυτήν, ή σε οποιονδήποτε χρόνο μετά, μπορεί να δηλώσει ότι αναγνωρίζει ως υποχρεωτική αυτοδίκαια (ipso facto) και χωρίς ειδική συμφωνία αναφορικά με κάθε Μέρος που έχει αποδεχθεί την ίδια υποχρέωση, την υποβολή της διαφοράς:

α) στο Διεθνές Δικαστήριο, και/ή

β) σε διαιτησία σύμφωνα με τις διαδικασίες που εκτίθενται στο παράρτημα VI.

Αυτή η δήλωση κοινοποιείται εγγράφως στη Γραμματεία, η οποία τη μεταβιβάζει στα Μέρη.

Άρθρο 21
Υπογραφή

Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή για υπογραφή από τα Κράτη, από τη Ναμίμπια που εκπροσωπείται από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια και από τους οργανισμούς πολιτικής και οικονομικής ολοκλήρωσης στη Βασιλεία την 22α Μαρτίου 1989, στο ομοσπονδιακό τμήμα των εξωτερικών υποθέσεων της Ελβετίας στη Βέρνη, από τις 23 Μαρτίου 1989 μέχρι τις 30 Ιουνίου 1989 και στην Έδρα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών στη Νέα Υόρκη από την 1η Ιουλίου 1989 μέχρι τις 22 Μαρτίου 1990.

Άρθρο 22
Επικύρωση, αποδοχή, επίσημη επιβεβαίωση ή έγκριση

1. Η παρούσα Σύμβαση υποβάλλεται για επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση στα Κράτη και στη Ναμίμπια που εκπροσωπείται από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, καθώς και για επίσημη επιβεβαίωση ή έγκριση στους οργανισμούς πολιτικής ή οικονομικής

ολοκλήρωσης. Τα κείμενα επικύρωσης, επίσημης αποδοχής ή έγκρισης θα κατατίθενται στο θεματοφύλακα.

2. Κάθε οργανισμός που προβλέπεται στην ως άνω παράγραφο 1, ο οποίος καθίσταται Μέρος στην παρούσα Σύμβαση και του οποίου κανένα Κράτος μέλος δεν είναι το ίδιο Μέρος, δεσμεύεται με όλες τις υποχρεώσεις που εκτίθενται στη Σύμβαση. Όταν ένα ή περισσότερα Κράτη μέλη ενός από αυτούς τους οργανισμούς είναι Μέρη στη Σύμβαση, ο οργανισμός και τα Κράτη μέλη του συμφωνούν για τις αντίστοιχες ευθύνες τους, που αναφέρονται στην εκπλήρωση των υποχρεώσεών τους σύμφωνα με τη Σύμβαση. Στις περιπτώσεις αυτές ο οργανισμός και τα Κράτη μέλη δεν δύνανται να εξασκούν ταυτόχρονα τα δικαιώματά τους που προβλέπονται στη Σύμβαση.

3. Οι οργανισμοί, που προβλέπονται στην παραπάνω παράγραφο 1, προσδιορίζουν στα κείμενα της επίσημης επιβεβαίωσης ή έγκρισής τους την έκταση των αρμοδιοτήτων τους στους τομείς που διέπονται από τη Σύμβαση. Ομοίως οι οργανισμοί αυτοί γνωστοποιούν κάθε σημαντική τροποποίηση της έκτασης των αρμοδιοτήτων τους στο θεματοφύλακα ο οποίος πληροφορεί σχετικά τα Μέρη.

Άρθρο 23
Προσχώρηση

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή για προσχώρηση των Κρατών, της Ναμίμπια εκπροσωπουμένης από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, και των οργανισμών πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης την επομένη από την ημερομηνία όπου η Σύμβαση δεν θα είναι πλέον ανοικτή για υπογραφή. Τα κείμενα προσχώρησης θα κατατίθενται στο θεματοφύλακα.

2. Οι οργανισμοί, που προβλέπονται στην παραπάνω παράγραφο 1 στα κείμενα της προσχώρησής τους, προσδιορίζουν την έκταση των αρμοδιοτήτων τους στους τομείς που διέπονται από τη Σύμβαση. Ομοίως γνωστοποιούν στο θεματοφύλακα κάθε σημαντική τροποποίηση της έκτασης των αρμοδιοτήτων τους.

3. Οι διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 22 εφαρμόζονται για τους οργανισμούς πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης που προσχωρούν στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 24
Δικαίωμα ψήφου

1. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρακάτω παραγράφου 2, κάθε Μέρος στη Σύμβαση έχει μία ψήφο.

2. Σύμφωνα με την παράγραφο 3 του άρθρου 22 και την παράγραφο 2 του άρθρου 23 οι οργανισμοί πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης για την άσκηση του δικαιώματος της ψήφου τους στους τομείς που εμπίπτουν στην αρμοδιότητά τους έχουν έναν αριθμό ψήφων ίσο με τον αριθμό των Κρατών μελών τους, που είναι Μέρη της Σύμβασης ή των σχετικών πρωτοκόλλων. Οι οργανισμοί αυτοί δεν ασκούν το δικαίωμα της ψήφου τους εάν τα Κράτη Μέλη τους ασκούν το δικό τους και αντίστροφα.

Άρθρο 25
Έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την επομένη της ενενηκοστής ημέρας από την ημερομηνία κατάθεσης του εικοστού κειμένου επικύρωσης, αποδοχής, επίσημης επιβεβαίωσης, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Ως προς καθένα από τα Κράτη ή τους οργανισμούς πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης που επικυρώνει, αποδέχεται, εγκρίνει ή επίσημα επιβεβαιώνει την παρούσα Σύμβαση ή προσχωρεί σε αυτήν, μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εικοστού κειμένου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης, επίσημης επιβεβαίωσης ή προσχώρησης, η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για το εν λόγω Κράτος ή τον εν λόγω οργανισμό πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης την ενενηκοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατάθεσης του κειμένου της επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης, επίσημης επιβεβαίωσης ή προσχώρησης.

3. Για τους σκοπούς των παραπάνω παραγράφων 1 και 2, κανένα από τα κείμενα που έχουν κατατεθεί από έναν οργανισμό πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης δεν θα πρέπει να θεωρείται ως ένα κείμενο που προστίθεται στα κείμενα που ήδη έχουν κατατεθεί από τα Κράτη Μέλη του εν λόγω οργανισμού.

Άρθρο 26
Επιφυλάξεις και δηλώσεις

1. Καμία επιφύλαξη ή εξαίρεση δεν θα μπορεί να γίνει στην παρούσα Σύμβαση.

2. Η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου δεν εμποδίζει ένα Κράτος ή έναν οργανισμό πολιτικής ή οικονομικής ολοκλήρωσης, όταν υπογράφει, επικυρώνει, αποδέχεται ή εγκρίνει ή επίσημα επιβεβαιώνει την παρούσα Σύμβαση ή προσχωρεί σε αυτήν, να προβαίνει σε δηλώσεις ή ανακοινώσεις, ανεξάρτητα με το πως αποκαλούνται, αποσκοπώντας μεταξύ των άλλων στην εναρμόνιση των νόμων και των κανονισμών τους με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, με την προϋπόθεση ότι αυτές οι δηλώσεις ή ανακοινώσεις δεν αποβλέπουν στην άρση ή τροποποίηση των νομικών συνεπειών των διατάξεων της Σύμβασης, κατά την εφαρμογή τους στο Κράτος αυτό.

Άρθρο 27
Αποχώρηση

1. Μετά την εκπνοή μιας προθεσμίας τριών μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης ως προς ένα Μέρος, το εν λόγω Μέρος θα δύναται οποτεδήποτε να αποχωρεί από τη Σύμβαση με έγγραφη γνωστοποίηση που δίδεται στο θεματοφύλακα.

2. Η αποχώρηση θα επιφέρει αποτέλεσμα ένα χρόνο μετά τη λήψη της κοινοποίησης από το θεματοφύλακα, ή σε κάθε άλλη μεταγενέστερη ημερομηνία που θα μπορεί ειδικά να προσδιορίζεται στην κοινοποίηση.

Άρθρο 28
Θεματοφύλακας

Η Γενική Γραμματεία του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών θα είναι ο θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης και κάθε πρωτοκόλλου που αναφέρεται σε αυτήν.

Άρθρο 29
Αξιόπιστα κείμενα

Τα αυθεντικά κείμενα της παρούσας Σύμβασης στα αγγλικά, αραβικά, κινέζικα, ισπανικά, γαλλικά και ρώσικα είναι εξίσου αξιόπιστα.

ΓΙΑ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΣΗ ΟΙ ΥΠΟΓΡΑΦΟΝΤΕΣ, δεόντως γι' αυτό εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε την 22α Μαρτίου 1989.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι
ΚΑΤΗΓΟΡΙΕΣ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ ΓΙΑ ΕΛΕΓΧΟ

ΡΟΕΣ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ

Υ1 Νοσοκομειακά απόβλητα από ιατρική περίθαλψη σε νοσοκομεία, ιατρικά κέντρα και κλινικές.

Υ2 Απόβλητα από την παραγωγή και παρασκευή φαρμακευτικών προϊόντων.

Υ3 Φαρμακευτικά απόβλητα, φάρμακα.

Υ4 Απόβλητα από την παραγωγή, τυποποίηση και χρήση βιοκτόνων και φυτοφαρμάκων.

Υ5 Απόβλητα από την παρασκευή, τυποποίηση και χρήση χημικών ουσιών συντηρήσεως ξύλου.

Υ6 Απόβλητα από την παρασκευή, τυποποίηση και χρήση οργανικών διαλυτών.

Υ7 Απόβλητα από θερμική επεξεργασία και άλλες επεξεργασίες με τη χρήση κυανιδίων.

Υ8 Απόβλητα ορυκτά έλαια ακατάλληλα για τη χρήση για την οποία αρχικά προορίζονταν.

Υ9 Απόβλητα μίγματα ελαίων/ ύδατος, μίγματα υδρογονανθράκων/ ύδατος, γαλακτώματα.

Υ10 Απόβλητα ουσιών και ειδών που περιέχουν ή έχουν μολυνθεί από πολυχλωριωμένα διφαινύλια (PCBs) και/ή πολυχλωριωμένα τριφαινύλια (PCTs) και/ή πολυβρωμιωμένα διφαινύλια (PBBs).

Υ11 Απόβλητα πισσώδη ιζήματα που προέρχονται από διύλιση, απόσταξη και οποιαδήποτε πυρολυτική επεξεργασία.

Υ12 Απόβλητα από την παραγωγή, τυποποίηση και χρήση μελανιών, βαφών, χρωστικών, χρωμάτων, λούστρων, βερνικιών.

Υ13 Απόβλητα από την παραγωγή, τυποποίηση και χρήση ρητίνων, λατέξ, πλαστικοποιητών, κολλών, συγκολλητικών ουσιών.

Υ14 Απόβλητα χημικών ουσιών που προέρχονται από ερευνητικές και αναπτυξιακές ή εκπαιδευτικές δραστηριότητες τα οποία δεν έχουν προσδιοριστεί και/ ή είναι νέες ουσίες και οι επιπτώσεις των οποίων στον άνθρωπο και/ή το περιβάλλον είναι άγνωστες.

Υ15 Απόβλητα εκρηκτικής φύσεως που δεν υπόκεινται σε άλλη νομοθεσία.

Υ16 Απόβλητα από την παραγωγή, τυποποίηση και χρήση φωτογραφικών χημικών και υλικών εμφανίσεως.

Υ17 Απόβλητα προερχόμενα από επιφανειακή επεξεργασία μετάλλων και πλαστικών.

Υ18 Κατάλοιπα προερχόμενα από εργασίες επεξεργασίας βιομηχανικών αποβλήτων.

Απόβλητα που έχουν ως συστατικά:

Υ19 Μεταλλικά καρβονύλια

Υ20 Βηρύλλιο: ενώσεις βηρυλλίου.

Υ21 Εξασθενείς ενώσεις χρωμίου.

Υ22 Ενώσεις χαλκού.

Υ23 Ενώσεις ψευδαργύρου.

Υ24 Αρσενικό: ενώσεις αρσενικού

Υ25 Σελήνιο: ενώσεις σεληνίου.

Υ26 Κάδμιο: ενώσεις καδμίου.

Υ27 Αντιμόνιο: ενώσεις αντιμονίου.

Υ28 Τελλούριο: ενώσεις τελλουρίου.

Υ29 Υδράργυρο: ενώσεις υδραργύρου.

Υ30 Θάλλιο: ενώσεις θαλλίου.

Υ31 Μόλυβδο: ενώσεις μολύβδου.

Υ32 Ανόργανες ενώσεις φθορίου εκτός του φθοριούχου ασβεστίου.

Υ33 Ανόργανα κυανιούχα.

Υ34 Όξινα διαλύματα ή οξέα σε στερεά μορφή.

Υ35 Βασικά διαλύματα ή βάσεις σε στερεά μορφή.

Υ36 Αμίαντος (σκόνη και ίνες)

Υ37 Οργανικές φωσφορούχες ενώσεις.

Υ38 Οργανικά κυανιούχα.

Υ39 Φαινόλες: ενώσεις φαινολών συμπεριλαμβανομένων των χλωροφαινολών.

Υ40 Αιθέρες.

Υ41 Αλογονούχοι οργανικοί διαλύτες.

Υ42 Οργανικοί διαλύτες εκτός των αλογονομένων διαλυτών.

Υ43 Οποιαδήποτε χημική ένωση συγγενής του πολυχλωριωμένου διβενζοφουρανίου.

Υ44 Οποιαδήποτε χημική ένωση συγγενής της πολυχλωριωμένης διβενζο-ο-διοξίνης.

Υ45 Οργανοαλογονούχες ενώσεις εκτός από ουσίες που αναφέρονται στο Παράρτημα αυτό (π.χ. Υ39, Υ41, Υ43, Υ44).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

ΚΑΤΗΓΟΡΙΕΣ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ ΠΟΥ ΑΠΑΙΤΟΥΝ ΕΙΔΙΚΗ ΕΞΕΤΑΣΗ

Υ46 Απόβλητα που συλλέγονται από κατοικίες (οικιακά απορρίμματα).

Υ47 Κατάλοιπα που προέρχονται από την καύση οικιακών απορριμμάτων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΕΠΙΚΙΝΔΥΝΩΝ ΧΑΡΑΚΤΗΡΙΣΤΙΚΩΝ

Κατηγορία ΟΗΕ*	Κωδικός	Χαρακτηριστικά
1	H1	Εκρηκτικό Εκρηκτική ουσία ή απόβλητο είναι ένα στερεό ή υγρό υλικό ή απόβλητο (ή ένα μίγμα υλικών αποβλήτων) το οποίο είναι από μόνο του ικανό δια χημικής αντιδράσεως να παράγει αέριο σε τέτοια θερμοκρασία και πίεση και σε τέτοια ταχύτητα ώστε να προκαλεί βλάβες στο άμεσο περιβάλλον.
3	H	Εύφλεκτα υγρά. Τα εύφλεκτα υγρά είναι υγρά ή μίγματα υγρών ή υγρά που περιέχουν στερεά σε διάλυμα ή αιώρημα (π.χ. βαφές, βερνίκια, λούστρα κ.λπ., αλλά μη συμπεριλαμβανομένων ουσιών ή αποβλήτων που έχουν άλλη κατάταξη αναφορικά με τα επικίνδυνα χαρακτηριστικά τους τα οποία εκλύουν εύφλεκτο ατμό σε θερμοκρασίες όχι μεγαλύτερες των 60,5° C σε τέστ κλειστού δοχείου, ή όχι μεγαλύτερες των 60, 6° C σε τέστ ανοικτού δοχείου. (Εφόσον τα αποτελέσματα των τέστ ανοιχτού δοχείου και των τέστ κλειστού δοχείου δεν είναι άμεσα συγκρίσιμα και επειδή ακόμη και ατομικά αποτελέσματα από το ίδιο τεστ συχνά είναι διαφορετικά, οι κανονισμοί διαφέρουν από τις ανωτέρω τιμές για να επιτρέψουν ώστε τέτοιες διαφορές να είναι σύμφωνα με το πνεύμα του ορισμού αυτού).
4.1	H4.1	Εύφλεκτα στερεά. Εύφλεκτα στερεά ή στερεά απόβλητα είναι στερεά υλικά εκτός αυτών που έχουν ταξινομηθεί ως εκρηκτικά, τα οποία υπό συνθήκες που απαντώνται στις μεταφορές καίγονται εύκολα ή μπορούν να προκαλέσουν ή να συνεισφέρουν σε φωτιά μέσω τριβής.
4.2	H4.2	Ουσίες που παθαίνουν στιγμιαία καύση. Ουσίες ή απόβλητα που μπορούν να υποστούν στιγμιαία θέρμανση υπό κανονικές συνθήκες μεταφοράς ή να θερμαίνονται σε επαφή τους με τον αέρα και που είναι τότε δυνατό να πάρουν φωτιά.
4.3	H4.3	Ουσίες ή απόβλητα που, σε επαφή με ύδωρ, εκλύουν εύφλεκτα αέρια. Ουσίες ή απόβλητα που με την επίδραση του νερού μπορεί να καθίστανται στιγμιαία εύφλεκτα ή να εκλύουν εύφλεκτα αέρια σε επικίνδυνες ποσότητες.
5.1	H5.1	Οξείδωση. Ουσίες ή απόβλητα τα οποία ενώ τα ίδια δεν είναι απαραιτήτως εύφλεκτα μπορούν γενικά με την απόδοση οξυγόνου να προκαλέσουν ή συνεισφέρουν στην καύση άλλων υλικών.
5.2	H5.2	Οργανικά Υπεροξείδια. Οργανικές ουσίες ή απόβλητα που περιέχουν στη σύστασή τους δισθενές οξυγόνο -Ο-Ο- είναι θερμικώς ασταθείς ουσίες που μπορεί να υποστούν εξωθερμική αυτο-επιταχυνόμενη αποσύνθεση.
6.1	H6.1	Δηλητηριώδη (οξείας δηλητηριάσεως). Ουσίες ή απόβλητα τα οποία μπορούν να προκαλέσουν το θάνατο ή σοβαρό τραυματισμό ή να βλάψουν την ανθρώπινη υγεία με την καταπόνηση ή την εισπνοή ή με τη δερματική επαφή.
6.2	H6.2	Μολυσματικές ουσίες. Ουσίες ή απόβλητα που περιέχουν ζώντες μικροοργανισμούς ή τις τοξίνες τους, οι οποίες είναι γνωστό ή υπάρχει η υποψία ότι προκαλούν ασθένειες σε ανθρώπους ή ζώα.

* Αυτή η απαρίθμηση αντιστοιχεί στο σύστημα ταξινόμησης των επικίνδυνων που έχει υιοθετηθεί στις Συστάσεις των Ηνωμένων Εθνών για τη μεταφορά επικινδύνων εμπορευμάτων (ST/SG/AC.10/1/REV.5/Ηνωμένα Έθνη, Ν. Υόρκη 1988).

8	H8	Διαβρωτικά. Ουσίες ή απόβλητα που με χημική ενέργεια θα προκαλέσουν σοβαρή βλάβη όταν έλθουν σε επαφή με ζώντα ιστό ή στην περίπτωση διαρροής θα βλάψουν σοβαρά ή ακόμη και θα καταστρέψουν τα άλλα μεταφερόμενα εμπορεύματα ή τα μέσα μεταφοράς. Μπορεί επίσης να προκαλέσουν άλλους κινδύνους.
9	H10	Ελευθέρωση τοξικών αερίων σε επαφή με τον αέρα ή το νερό. Ουσίες ή απόβλητα που σε επαφή με αέρα ή νερό μπορούν να ελκύσουν τοξικά αέρια σε επικίνδυνες ποσότητες.
9	H11	Τοξικές δράσεις (βραδείες ή χρόνιες). Ουσίες ή απόβλητα που, με την εισπνοή ή την κατάποση ή την επαφή με το δέρμα μπορεί να προκαλέσουν βραδείες ή χρόνιες επιδράσεις, συμπεριλαμβανομένης καρκινογενέσεως.
9	H12	Οικοτοξικές. Ουσίες ή απόβλητα που εάν ελκυθούν παρουσιάζουν ή μπορεί να παρουσιάσουν έμμεσες ή βραδείες αρνητικές επιδράσεις στο περιβάλλον με τη βιοσυγκέντρωση και/ή τοξικές επιδράσεις στα βιοτικά συστήματα.
9	H13	Ουσίες ικανές με οποιονδήποτε τρόπο, μετά από επεξεργασία, να παράγουν άλλη ουσία που να έχει οποιοδήποτε από τα χαρακτηριστικά που αναφέρονται ανωτέρω.

ΔΟΚΙΜΕΣ

Δεν έχουν ακόμα γίνει εντελώς γνωστοί οι ενδεχόμενοι κίνδυνοι που παρουσιάζουν ορισμένοι τύποι αποβλήτων. Δεν υπάρχουν δοκιμές ποσοτικής εκτίμησης αυτών των κινδύνων. Είναι απαραίτητες πιο εμπεριστατωμένες έρευνες, προκειμένου να αναπτυχθούν τα μέσα χαρακτηρισμού των κινδύνων, τους οποίους αυτοί οι τύποι των αποβλήτων μπορούν να παρουσιάσουν για τον άνθρωπο και το περιβάλλον. Τυποποιημένες δοκιμές έχουν εφαρμοσθεί αναφορικά με τις αμιγείς ουσίες και υλικά. Πολλές χώρες έχουν αναπτύξει εθνικές δοκιμές, που μπορούν να έχουν εφαρμογή σε υλικά προοριζόμενα να υποστούν επεξεργασία, σύμφωνα με τις εργασίες που παρατίθενται στο Παράρτημα III της Σύμβασης, με σκοπό να αποσαφηνισθεί εάν αυτά τα υλικά παρουσιάζουν κάποιο από τα χαρακτηριστικά που απαριθμούνται στο παρόν Παράρτημα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV

ΕΡΓΑΣΙΕΣ ΕΠΕΞΕΡΓΑΣΙΑΣ

Α. ΕΡΓΑΣΙΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΟΔΗΓΟΥΝ ΣΤΗ ΔΥΝΑΤΟΤΗΤΑ ΑΝΑΚΤΗΣΗΣ, ΑΝΑΚΥΚΛΩΣΗΣ, ΕΠΑΝΑΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΗΣΗΣ, ΑΜΕΣΗΣ ΕΠΑΝΑΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΗΣΗΣ Ή ΚΑΘΕ ΑΛΛΗΣ ΧΡΗΣΗΣ ΤΩΝ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ

Η παράγραφος Α περιλαμβάνει όλες αυτές τις εργασίες επεξεργασίας όπως αυτές εκτελούνται στην πράξη.

D1	Απόθεση πάνω ή μέσα στο έδαφος (π.χ. αποθήκευση κ.λπ.).
D2	Επεξεργασία μέσα στη γη (π.χ. βιοαποσύνθεση υγρών ή λασπωδών αποβλήτων μέσα στο έδαφος κ.λπ.).
D3	Βαθιά έγχυση (π.χ. έγχυση αντλισίμων αποβλήτων σε πηγάδια ή φυσικούς χώρους εναπόθεσης κ.λπ.).
D4	Επιφανειακή άρδευση (π.χ. τοποθέτηση υγρών ή ημιρεύστων αποβλήτων σε λάκκους, λίμνες κ.λπ.).
D5	Ειδικά διευθετημένοι χώροι αποθήκευσης (π.χ. τοποθέτηση σε διακεκριμένα κελιά κατά σειρά που είναι σφραγισμένα και απομονωμένα το ένα από το άλλο και από το περιβάλλον κ.λπ.).
D6	Απόρριψη στο υδάτινο περιβάλλον εκτός από την καταβύθιση στη θάλασσα.
D7	Καταβύθιση στη θάλασσα συμπεριλαμβανομένης της ενταφής στο θαλάσσιο υπέδαφος.
D8	Βιολογική επεξεργασία που δεν αναφέρεται ειδικά σε άλλο σημείο του παρόντος Παραρτήματος, η οποία έχει ως αποτέλεσμα τη δημιουργία σύνθετων ουσιών ή μιγμάτων που υπόκεινται σε επεξεργασία με οποιαδήποτε από τις εργασίες της Παραγράφου Α.
D9	Φυσικο-χημική επεξεργασία που δεν ορίζεται σε άλλο σημείο του παρόντος Παραρτήματος που έχει ως αποτέλεσμα τη δημιουργία σύνθετων ουσιών ή μιγμάτων τα οποία υπόκεινται σε επεξεργασία με οποιαδήποτε από τις εργασίες της παραγράφου Α (π.χ. εξάτμιση, ξήρανση, φρύξη, εξουδετέρωση, καθίζηση κ.λπ.).
D10	Αποτέφρωση στη γη.
D11	Αποτέφρωση στη θάλασσα.
D12	Μόνιμη αποθήκευση (π.χ. τοποθέτηση κοντέηνερ σε παλιά μεταλλεία κ.λπ.).
D13	Ανάμιξη πριν από την υποβολή σε οποιαδήποτε από τις εργασίες που περιγράφονται στην Παράγραφο Α.
D14	Επανασυσκευασία πριν από την υποβολή σε οποιαδήποτε από τις εργασίες που περιγράφονται στην Παράγραφο Α.
D15	Αποθήκευση πριν από τις εργασίες της Παραγράφου Α.

Β. ΕΡΓΑΣΙΕΣ ΠΟΥ ΜΠΟΡΕΙ ΝΑ ΟΔΗΓΗΣΟΥΝ ΣΕ ΔΥΝΑΤΟΤΗΤΑ ΑΝΑΚΤΗΣΗΣ, ΑΝΑΚΥΚΛΩΣΗΣ, ΕΠΑΝΑΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΗΣΗΣ, ΑΜΕΣΗΣ ΕΠΑΝΑΧΡΗΣΙΜΟΠΟΙΗΣΗΣ Ή ΚΑΘΕ ΑΛΛΗΣ ΧΡΗΣΗΣ ΤΩΝ ΑΠΟΒΛΗΤΩΝ

Η Παράγραφος Β περιλαμβάνει όλες τις εργασίες εκείνες που αναφέρονται σε υλικά τα οποία θεωρούνται ή νομικά προσδιορίζονται ως επικίνδυνα απόβλητα και τα οποία διαφορετικά θα μπορούσαν να προορίζονταν για μια από τις εργασίες που περιλαμβάνονται στην Παράγραφο Α.

R1 Χρήση ως καύσιμα (εκτός της αμέσου καύσεως) ή άλλο μέσον για την παραγωγή ενέργειας.
R2 Ανάκτηση/αναγέννηση διαλύτη.
R3 Ανακύκλωση/ανάκτηση οργανικών ουσιών που δεν χρησιμοποιούνται ως διαλύτες.
R4 Ανακύκλωση/ανάκτηση μετάλλων και μεταλλικών ενώσεων.
R5 Ανακύκλωση/ανάκτηση άλλων ανόργανων υλικών.
R6 Αναγέννηση οξέων ή βάσεων.
R7 Ανάκτηση συστατικών ουσιών που χρησιμοποιούνται για τη μείωση της ρύπανσης.
R8 Ανάκτηση συστατικών στοιχείων καταλυτών.
R9 Αναγέννηση ή άλλες επαναχρησιμοποιήσεις χρησιμοποιημένων ελαίων.
R10 Διασπορά πάνω στο έδαφος που έχει ως αποτέλεσμα ευεργετική επίδραση στη γεωργία ή στην οικολογία.
R11 Χρησιμοποίηση υπολειμμάτων που έχουν ληφθεί από οποιαδήποτε από τις εργασίες που αριθμούνται R1-R10.
R12 Ανταλλαγή αποβλήτων για υποβολή σε οποιαδήποτε από τις εργασίες που αριθμούνται από R1-R11.
R13 Συγκέντρωση υλικού που υποβάλλεται σε μία από τις εργασίες που περιγράφονται στην Παράγραφο Β.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ V-Α

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΠΟΥ ΠΑΡΕΧΟΝΤΑΙ ΜΕΤΑ ΤΗΝ ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΗ

1 Αιτιολογία εξαγωγής αποβλήτων.
2 Εξαγωγέας αποβλήτων 1/
3 Παραγωγός (οι) αποβλήτων και χώρος παραγωγής 1/
4 Αυτός που επεξεργάζεται τα απόβλητα και υφιστάμενος χώρος επεξεργασίας 1/
5 Προβλεπόμενος (οι) μεταφορέας (εις) των αποβλήτων ή οι αντιπρόσωποί τους όταν είναι γνωστοί 1/
6 Χώρα εξαγωγής των αποβλητων Αρμόδια Αρχή 2/
7 Προβλεπόμενες χώρες διέλευσης Αρμόδια Αρχή 2/
8 Χώρα Εισαγωγής των αποβλήτων Αρμόδια Αρχή 2/
9 Γενική ή ατομική κοινοποίηση.
10 Προβλεπόμενη (ες) ημερομηνία (ες) μεταφοράς (ων) και διάρκεια της εξαγωγής των αποβλήτων καθώς και προβλεπόμενο δρομολόγιο (κυρίως των σημείων εισόδου και εξόδου) 3/
11 Μέσο (α) προβλεπόμενης μεταφοράς (οδική, σιδηροδρομική, θαλάσσια, αεροπορική, γραμμή εσωτερικής ναυσιπλοΐας κ.λπ.).
12 Πληροφορίες αναφορικά με τις ασφαλίσεις 4/
13 Καθορισμός φυσικής περιγραφής αποβλήτων περιλαμβανομένων των αριθμών Υ και UK, της σύστασής τους 5/ και πληροφορίες σχετικά με κάθε ειδική διάταξη που αναφέρεται στο χειρισμό κυρίως των μέτρων επείγουσας ανάγκης που λαμβάνονται σε περίπτωση ατυχήματος.
14 Τύπος προβλεπόμενης συσκευασίας (π.χ. χύδην φορτίο, βαρέλια, δεξαμενόπλοια).
15 Υπολογιζόμενη ποσότητα σε βάρος/όγκο 6/
16 Διαδικασία παραγωγής των αποβλήτων 7/
17 Για απόβλητα που παρατίθενται στο Παράρτημα Ι, ταξινόμηση του Παραρτήματος ΙΙ: χαρακτηριστικό επικινδυνότητας, αριθμός Η, κατηγορία ΟΗΕ.
18 Μέθοδος επεξεργασίας σύμφωνα με το Παράρτημα ΙΙΙ.
19 Δήλωση από τον παραγωγό και τον εξαγωγέα που να βεβαιώνει την ακρίβεια των πληροφοριών.
20 Πληροφορίες (συμπεριλαμβανομένης της τεχνικής περιγραφής της εγκατάστασης επεξεργασίας) οι οποίες μεταβιβάζονται στον εξαγωγέα ή παραγωγό από αυτόν που επεξεργάζεται τα απόβλητα και επί των οποίων ο τελευταίος στηρίχθηκε για να εκτιμήσει ότι δεν υπάρχει κανένας λόγος να πιστεύει ότι η διαχείριση των αποβλήτων δεν θα γίνει με μεθόδους οικολογικά ορθολογικές σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς της χώρας εισαγωγής.
21 Πληροφορίες που αφορούν τη συναφθείσα σύμβαση μεταξύ του εξαγωγέα και αυτού που προτίθεται να επεξεργασθεί (τα απόβλητα).

Σημειώσεις

1/ Πλήρες όνομα και διεύθυνση, αριθμός τηλεφώνου, τέλεξ ή τέλεφαξ, καθώς και όνομα, διεύθυνση, αριθμός τηλεφώνου, τέλεξ ή τέλεφαξ του προσώπου με το οποίο πρόκειται να γίνει η επαφή.

2/ Πλήρες όνομα και διεύθυνση, τηλέφωνο, αριθμός τέλεξ ή τέλεφαξ.

3/ Σε περίπτωση γενικής κοινοποίησης που καλύπτει πολλές μεταφορές, προσδιορίζονται είτε οι προβλεπόμενες ημερομηνίες κάθε μεταφοράς ή, εάν αυτές δεν είναι γνωστές, η προβλεπόμενη συχνότητα των μεταφορών.

4/ Πληροφορίες που θα παρέχονται σχετικά με τις συναφείς διατάξεις για την ασφάλιση και σχετικά με τον τρόπο με τον οποίο θα αντιμετωπισθούν από τον εξαγωγέα, μεταφορέα ή αυτού που επεξεργάζεται (τα απόβλητα).

5/ Να προσδιορίζεται η φύση και η συγκέντρωση των

πλέον επικίνδυνων σύνθετων στοιχείων, από την άποψη της τοξικότητας και άλλων κινδύνων που παρουσιάζουν τα απόβλητα τόσο ως προς το χειρισμό τους όσο και ως προς την προβλεπόμενη μέθοδο επεξεργασίας.

6/ Σε περίπτωση γενικής κοινοποίησης, που καλύπτει πολλές μεταφορές, να προσδιορίζεται τόσο η εκτιμούμενη συνολική ποσότητα όσο και οι εκτιμούμενες ποσότητες για καθεμία από τις μεταφορές.

7/ Στο μέτρο που αυτή η πληροφορία είναι αναγκαία για την εκτίμηση των κινδύνων και τον προσδιορισμό της εγκυρότητας της προτεινόμενης εργασίας για την επεξεργασία.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ V-Β

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΠΟΥ ΠΑΡΕΧΟΝΤΑΙ ΣΤΟ ΕΓΓΡΑΦΟ ΤΗΣ ΚΙΝΗΣΗΣ

1 Εξαγωγέας των αποβλήτων 1/

2 Παραγωγός (οι) των αποβλήτων και χώρος παραγωγής 1/

3 Αυτός που επεξεργάζεται τα απόβλητα και υφιστάμενος χώρος επεξεργασίας 1/

4 Μεταφορέας (εις) των αποβλήτων 1/ και αντιπρόσωπος (οι) του/των.

5 Υποκείμενο γενικής ή ατομικής κοινοποίησης.

6 Ημερομηνία έναρξης της διασυνοριακής κίνησης και ημερομηνία (ες) και υπογραφή κατά την παραλαβή από κάθε άτομο που αναλαμβάνει (την επεξεργασία) των αποβλήτων.

7 Μέσα μεταφοράς (οδική, σιδηροδρομική, γραμμή εσωτερικής ναυσιπλοΐας, θαλάσσια, αεροπορική) συμπεριλαμβανομένων των χωρών εξαγωγής, διέλευσης και εισαγωγής, καθώς και των σημείων εισόδου και εξόδου όταν αυτά είναι γνωστά.

8 Γενική περιγραφή των αποβλήτων (φυσική κατάσταση, ακριβής ονομασία και κατηγορία αποστολής ΟΗΕ, αριθμός ΟΗΕ αριθμός Υ και αριθμός Η κατά περίπτωση).

9 Πληροφορίες αναφορικά με ειδικές διατάξεις που αναφέρονται στο χειρισμό συμπεριλαμβανομένων των μέτρων παρέμβασης σε περίπτωση ατυχήματος.

10 Τύπος και αριθμός συσκευασιών.

11 Ποσότητα σε βάρος/όγκο.

12 Δήλωση από τον παραγωγό ή εξαγωγέα που να βεβαιώνει ότι οι πληροφορίες είναι ακριβείς.

13 Δήλωση από τον παραγωγό ή εξαγωγέα στην οποία να βεβαιώνεται ότι δεν υπάρχουν αντιρρήσεις από την πλευρά των αρμόδιων αρχών όλων των ενδιαφερόμενων Κρατών που είναι Μέρη.

14 Πιστοποιητικό από αυτόν που επεξεργάζεται τα απόβλητα για την παραλαβή τους στην προσδιορισθείσα εγκατάσταση επεξεργασίας και κατάδειξη της μεθόδου επεξεργασίας και της κατά προσέγγιση ημερομηνίας επεξεργασίας.

Σημειώσεις

Οι πληροφορίες που παρέχονται σχετικά με το έγγραφο της κίνησης θα είναι, εφόσον είναι δυνατό, ενσωματωμένες σ' ένα μόνο και το ίδιο έγγραφο με εκείνες που απαιτούνται από τον κανονισμό των μεταφορών.

Σε περίπτωση που αυτό δεν είναι δυνατό, οι πληροφορίες αυτές θα πρέπει να συμπληρώνουν και όχι να επαναλαμβάνουν εκείνες που απαιτούνται από τον κανονισμό των μεταφορών. Το έγγραφο της κίνησης θα περιέχει οδηγίες αναφορικά με το πρόσωπο που είναι αρμόδιο να παρέχει πληροφορίες και να συμπληρώνει τα έντυπα.

1/ Πλήρες όνομα και διεύθυνση, αριθμός τηλεφώνου, αριθμός τέλεξ ή τέλεφαξ, καθώς και όνομα, διεύθυνση, αριθμός τηλεφώνου, αριθμό τέλεξ ή τέλεφαξ του προσώπου με το οποίο θα γίνει επαφή σε περίπτωση επείγουσας ανάγκης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ VI

ΔΙΑΙΤΗΣΙΑ

Άρθρο 1

Η διαδικασία της διαιτησίας ακολουθείται σύμφωνα με τις διατάξεις των παρακάτω άρθρων 2 μέχρι 10, εκτός εάν ορίζεται διαφορετικά στις διατάξεις της συμφωνίας που προβλέπεται στο άρθρο 20 της Σύμβασης.

Άρθρο 2

Το ενάγον Μέρος γνωστοποιεί στη Γραμματεία ότι τα Μέρη έχουν συμφωνήσει να υποβάλλουν τη διαφορά σε διαιτησία σύμφωνα με την παράγραφο 2 ή την παράγραφο 3 του άρθρου 20 της Σύμβασης, υποδεικνύοντας κυρίως τα άρθρα της Σύμβασης των οποίων η ερμηνεία ή η εφαρμογή είναι υπό κρίση. Η Γραμματεία μεταβιβάζει τις πληροφορίες που λαμβάνει κατ' αυτόν τον τρόπο σε όλα τα Μέρη της Σύμβασης.

Άρθρο 3

Το διαιτητικό δικαστήριο συγκροτείται από τρία μέλη. Καθένα από τα Μέρη υποδεικνύει ένα διαιτητή και οι δύο διαιτητές που υποδεικνύονται κατ' αυτόν τον τρόπο διορίζουν με κοινή συμφωνία τον τρίτο διαιτητή, ο οποίος αναλαμβάνει την προεδρία του δικαστηρίου. Αυτός ο τελευταίος δεν θα πρέπει να είναι πολίτης ενός από τα Μέρη της διαφοράς, ούτε να έχει μόνιμη κατοικία στο έδαφος ενός από αυτά τα Μέρη ούτε να βρίσκεται στην υπηρεσία ενός από αυτά, ούτε να έχει ήδη ασχοληθεί με την υπόθεση με οποιαδήποτε άλλη ιδιότητα.

Άρθρο 4

1. Εάν μέσα σε προθεσμία δύο μηνών, μετά την υπόδειξη των δύο διαιτητών, δεν έχει διορισθεί ο Πρόεδρος του διαιτητικού δικαστηρίου, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών προβαίνει μετά από αίτηση ενός από τα δύο Μέρη, στο διορισμό του μέσα σε μία νέα προθεσμία δύο μηνών.

2. Εάν, μέσα σε μία προθεσμία δύο μηνών μετά την παραλαβή της αίτησης, το ένα από τα Μέρη της διαφοράς δεν προβαίνει στην υπόδειξη ενός διαιτητή, το άλλο Μέρος μπορεί να απευθυνθεί στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος διορίζει τον Πρόεδρο του διαιτητικού δικαστηρίου

μέσα σε μία νέα προθεσμία δύο μηνών. Από το διορισμό του ο Πρόεδρος του διαιτητικού δικαστηρίου ζητά από το Μέρος που δεν έχει υποδείξει διαιτητή να το κάνει μέσα σε προθεσμία δύο μηνών. Όταν παρέλθει αυτή η προθεσμία, απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος προβαίνει στο διορισμό αυτό μέσα σε νέα προθεσμία δύο μηνών.

Άρθρο 5

1. Το δικαστήριο εκδίδει την απόφασή του σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο και τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

2. Κάθε διαιτητικό δικαστήριο, που συγκροτείται με τους όρους του παρόντος παραρτήματος, διατυπώνει τους σαφείς κανόνες της διαδικασίας του.

Άρθρο 6

1. Οι αποφάσεις του διαιτητικού δικαστηρίου, τόσο επί της διαδικασίας όσο και επί της ουσίας, λαμβάνονται με πλειοψηφία των ψήφων των μελών του.

2. Το δικαστήριο μπορεί να πάρει όλα τα κατάλληλα μέτρα για την αποκατάσταση των γεγονότων. Μπορεί, με αίτηση ενός από τα Μέρη, να συστήσει τα απαραίτητα συντηρητικά μέτρα.

3. Τα Μέρη της διαφοράς θα παρέχουν όλες τις αναγκαίες διευκολύνσεις για την καλή διεξαγωγή της διαδικασίας.

4. Η απουσία ή το ελάττωμα ενός Μέρους της διαφοράς δεν αποτελεί διαδικαστικό κώλυμα.

Άρθρο 7

Το δικαστήριο μπορεί να γνωρίζει και να αποφασίζει για τις ανταπαντήσεις που απορρέουν άμεσα από το αντικείμενο της διαφοράς.

Άρθρο 8

Οι δαπάνες του δικαστηρίου, συμπεριλαμβανομένης της αμοιβής των μελών του, αναλαμβάνονται κατά ίσα μέρη από τα Μέρη της διαφοράς, εκτός εάν το δικαστήριο της διαιτησίας αποφασίσει διαφορετικά εξαιτίας των ειδικών συνθηκών της υπόθεσης.

Το δικαστήριο κρατά ένα λεπτομερή απολογισμό όλων των δαπανών του και παρέχει τελική κατάστασή τους στα Μέρη.

Άρθρο 9

Κάθε Μέρος που έχει έννομο συμφέρον ως προς το αντικείμενο της διαφοράς που μπορεί να προσβάλλεται από την απόφαση μπορεί να παρεμβαίνει στη διαδικασία μετά από συναίνεση του δικαστηρίου.

Άρθρο 10

1. Το δικαστήριο εκδίδει την απόφαση μέσα σε προθεσμία πέντε μηνών από την ημερομηνία της συστάσεώς του, εκτός εάν θεωρεί αναγκαίο να παρατείνει αυτήν την προθεσμία για μία περίοδο η οποία δεν θα πρέπει να υπερβαίνει τους πέντε μήνες.

2. Η απόφαση του διαιτητικού δικαστηρίου είναι αιτιολογημένη, οριστική και δεσμευτική για τα Μέρη της διαφοράς.

3. Κάθε διαφορά που θα μπορούσε να προκύψει μεταξύ των Μερών σχετικά με την ερμηνεία ή την εκτέλεση της απόφασης μπορεί να υποβάλλεται από ένα από τα Μέρη στο διαιτητικό δικαστήριο που την εξέδωσε ή, εάν δεν μπορεί να γίνει παραπομπή στο τελευταίο, σε ένα άλλο διαιτητικό δικαστήριο που συγκροτείται γι' αυτόν το σκοπό με τον ίδιο τρόπο όπως το προηγούμενο.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης και των παραρτημάτων της που κυρώνονται από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 25 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 11 Απριλίου 1994

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
Γ. ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Α. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
Γ. ΚΑΤΣΙΦΑΡΑΣ

ΠΕΡ/ΝΤΟΣ, ΧΩΡ/ΞΙΑΣ & ΔΗΜ. ΕΡΓΩΝ
Κ. ΛΑΛΙΩΤΗΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
Ι. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΥΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 13 Απριλίου 1994

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΚΟΥΒΕΛΑΚΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας : 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR
FAX : 5234312

Οι υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.00'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52 48 141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Σολωμού 51 τηλ 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 100. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 150, από 17 έως 24 δρχ. 200

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 50 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α΄	Δρχ.	15.000	Δρχ.	750
β) » » » Β΄	»	30.000	»	1.500
γ) » » » Γ΄	»	10.000	»	500
δ) » » » Δ΄	»	30.000	»	1.500
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	20.000	»	1.000
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	10.000	»	500
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	5.000	»	250
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	10.000	»	500
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	3.000	»	150
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	200.000	»	10.000
ια) Για όλα τα Τεύχη εκτός ΤΑΕ-ΕΠΕ	»	100.000	»	5.000

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ